

Glossaire DmfA APL PPO Update

Mise à jour de la version

Version: 2012/2

Date de publication: 29/05/2012

Date de mise en production: 01/07/2012

Liste des modifications

Page de garde

Page de garde

Introduction

Introduction

Glossaire

- 90019 - Rémunération de l'occupation ligne travailleur
 - 00067 - CODE RÉMUNÉRATION
- 90220 - Personne physique - Modification
 - 00025 - NOM DU TRAVAILLEUR
 - 00026 - PRÉNOM DU TRAVAILLEUR
 - 00027 - INITIALE DU DEUXIÈME PRÉNOM DU TRAVAILLEUR
 - 00028 - DATE DE NAISSANCE DU TRAVAILLEUR
 - 00029 - SEXE DU TRAVAILLEUR
 - 00030 - RUE DU TRAVAILLEUR
 - 00031 - NUMÉRO DE L'ADRESSE DU TRAVAILLEUR
 - 00032 - BOÎTE AUX LETTRES DU TRAVAILLEUR
 - 00033 - CODE POSTAL DU TRAVAILLEUR
 - 00034 - COMMUNE DU TRAVAILLEUR
 - 00035 - CODE PAYS DU TRAVAILLEUR
 - 00119 - NATIONALITÉ DU TRAVAILLEUR
 - 00167 - NUMÉRO DE LA CARTE D'IDENTITÉ SOCIALE
 - 00168 - COMMUNE - LIEU DE NAISSANCE DU TRAVAILLEUR
 - 00169 - CODE PAYS DU LIEU DE NAISSANCE DU TRAVAILLEUR
- 90317 - Occupation de la ligne travailleur ONSSAPL - Modification
 - 00047 - NOMBRE DE JOURS PAR SEMAINE DU RÉGIME DE TRAVAIL
 - 00048 - NOMBRE MOYEN D'HEURES PAR SEMAINE DU TRAVAILLEUR
 - 00051 - MESURE DE RÉORGANISATION DU TRAVAIL
- 90336 - Indemnité complémentaire
 - 00823 - DATE DU PREMIER OCTROI DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE
 - 00827 - NOTION DE REMPLACEMENT CONFORME
 - 00853 - MESURES PRÉVUES EN CAS DE REPRISE DU TRAVAIL
 - 00949 - TYPE DE DÉBITEUR
 - 00951 - DATE DE NOTIFICATION DU PRÉAVIS
 - 00952 - NOTION D'ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ OU EN RESTRUCTURATION
 - 00953 - DATE DE DÉBUT DE RECONNAISSANCE
 - 00954 - DATE DE FIN DE RECONNAISSANCE
- 90337 - Indemnité complémentaire - Cotisation
 - 00892 - NOTION DE CAPITALISATION
 - 00959 - MOIS INCOMPLET - RAISON
- 90438 - Mesures de réorganisation du travail simultanées - Informations
 - 00051 - MESURE DE RÉORGANISATION DU TRAVAIL
 - 01030 - POURCENTAGE DE LA MESURE DE RÉORGANISATION DU TRAVAIL

Annexe

- 28 - Liste des codes travailleur pour lesquels des cotisations sont dues APL
- 32 - Codification des rémunérations APL
- 37 - Valeurs autorisées pour le "type de cotisation" en fonction des codes travailleurs et des catégories d'employeur
- 44 - Mesures de réorganisation du travail

Bloc fonctionnel

- 90317 - Occupation de la ligne travailleur ONSSAPL - Modification
- 90438 - Mesures de réorganisation du travail simultanées - Informations

DmfA APL PPO Update - Introduction

Version: 2012/2

Date de publication:

29/05/2012

L'introduction est modifiée

Contenu de l'introduction: 



DECLARATION MULTIFONCTIONNELLE (DmfA)

Introduction au glossaire « Déclarations de modification »
pour l'ONSSAPL

Version : 20122
Référence : [Introduction_dmfappl_update_f.doc](#)
Date de mise à jour : 09/05/2012 12:44

TABLE DES MATIERES

1	Introduction	4
2	Structure d'une déclaration de modification.....	5
2.1	Organisation des blocs fonctionnels	5
2.2	Données spécifiques aux déclarations de modification	6
3	Traitement des déclarations	12
3.1	Modifications sur une ligne travailleur.....	12
3.1.1	<i>Fusion entre la déclaration de modification et la dernière situation</i>	<i>12</i>
3.1.2	<i>Clés de comparaison</i>	<i>13</i>
3.1.3	<i>Représentation graphique de la fusion.....</i>	<i>15</i>
3.2	Codes actions repris dans le DMNO suite à une déclaration de modification	16
3.3	Modification des identifiants métiers.....	17
4	Exemples de déclarations de modification	18
4.1	Ligne travailleur	18
4.1.1	<i>Modification d'une donnée du bloc ligne travailleur.....</i>	<i>18</i>
4.1.2	<i>Modification d'une cotisation et d'une rémunération</i>	<i>19</i>
4.1.3	<i>Modification d'une cotisation et suppression d'une rémunération.....</i>	<i>20</i>
4.1.4	<i>Modification d'une cotisation et ajout d'une rémunération sur une occupation existante..</i>	<i>21</i>
4.1.5	<i>Modification d'une cotisation et ajout d'une nouvelle occupation.....</i>	<i>22</i>
4.1.6	<i>Modification d'une occupation existante</i>	<i>23</i>
4.1.7	<i>Annulation d'une ligne travailleur.....</i>	<i>24</i>
4.1.8	<i>Création d'une ligne travailleur pour une personne physique déjà déclarée</i>	<i>25</i>
4.1.9	<i>Annulation / Création dans le but de « modifier » un code travailleur</i>	<i>26</i>
4.1.10	<i>Utilisation du code action 9 (non modifié).....</i>	<i>27</i>
4.2	Cotisation non liée à une personne physique	28
4.2.1	<i>Modification</i>	<i>28</i>
4.2.2	<i>Annulation</i>	<i>28</i>
4.2.3	<i>Création.....</i>	<i>29</i>
4.2.4	<i>Annulation / Création dans le but de « modifier » une catégorie employeur</i>	<i>29</i>
4.3	Véhicule de société.....	30
4.3.1	<i>Création.....</i>	<i>30</i>
4.3.2	<i>Annulation</i>	<i>30</i>
4.3.3	<i>Création / Annulation dans le but de « modifier » un numéro de plaque.....</i>	<i>30</i>

TABLE DES FIGURES

Figure 1 - Différences de structure original / modification	5
Figure 2 - Représentation graphique de la fusion	15
Figure 3 - Modification d'une donnée du bloc ligne travailleur	18
Figure 4 - Modification d'une cotisation et d'une rémunération	19
Figure 5 - Modification d'une cotisation et suppression d'une rémunération.....	20
Figure 6 - Modification d'une cotisation et ajout d'une rémunération sur une occupation existante.....	21
Figure 7 - Modification d'une cotisation et ajout d'une nouvelle occupation.....	22
Figure 8 - Modification d'une occupation existante	23
Figure 9 - Annulation d'une ligne travailleur	24
Figure 10 - Création d'une ligne travailleur pour une personne physique déjà déclarée	25
Figure 11 - Annulation / Création dans le but de « modifier » un code travailleur	26
Figure 12 - Utilisation du code action 9 (non modifié)	27
Figure 13 - Modification d'une cotisation non liée à une personne physique	28
Figure 14 - Annulation d'une cotisation non liée à une personne physique	28
Figure 15 - Création d'une cotisation non liée à une personne physique.....	29
Figure 16 - Modifier la catégorie de l'employeur d'une cotisation non liée à une personne physique....	29
Figure 17 - Création d'un véhicule de société	30
Figure 18 - Annulation d'un véhicule de société	30
Figure 19 - Création / Annulation dans le but de « modifier » un numéro de plaque.....	30

1 Introduction

Cette introduction au glossaire présente les différences entre les déclarations originales et les déclarations de modification, et les possibilités qui existent pour réaliser les modifications souhaitées sur les déclarations trimestrielles.

2 Structure d'une déclaration de modification

La structure d'une déclaration de modification est équivalente à la structure d'une déclaration originale avec quelques informations supplémentaires. Ces informations permettent de répondre aux questions suivantes :

- 1) Que veut-on faire comme type d'action ?
- 2) Sur quel élément veut-on faire cette action (il y a) ?
- 3) Quelle est la nouvelle situation complète que l'on souhaite enregistrer pour cet élément (il faut) ?

2.1 Organisation des blocs fonctionnels

Le diagramme suivant présente les différences de structure entre une déclaration originale et une déclaration de modification :

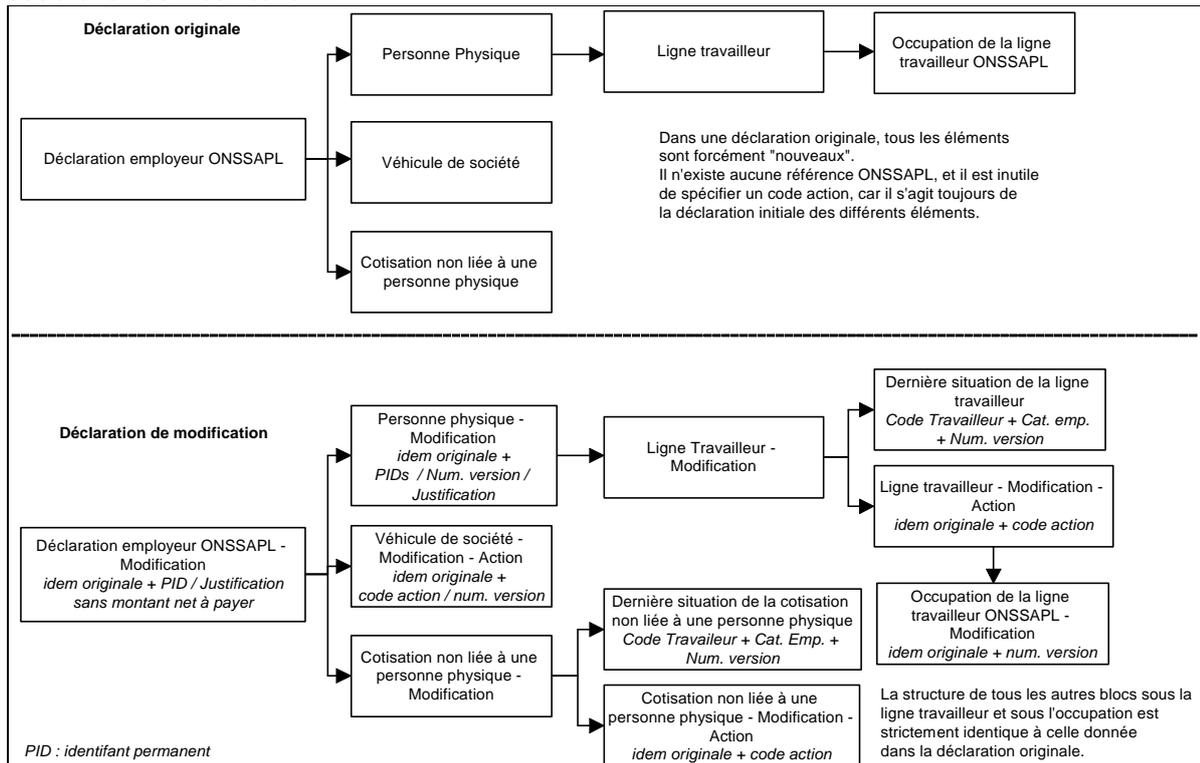


Figure 1 - Différences de structure original / modification

2.2 Données spécifiques aux déclarations de modification

Le tableau suivant présente les spécificités des déclarations de modification en donnant des explications détaillées pour chaque donnée.

Nom du bloc dans la déclaration de modification	Bloc équivalent dans l'original	Données	Explications détaillées
Déclaration employeur ONSSAPL – Modification	Déclaration employeur ONSSAPL	Idem original (sauf net à payer) + : <ul style="list-style-type: none"> - Identifiant permanent de la déclaration employeur - Justification 	Cette donnée est indispensable. Elle est communiquée au déclarant dans le DMFAPID ¹ qui suit l'enregistrement d'une déclaration originale ainsi que dans les notifications de modification (DMNO) qui suivent toute modification d'une déclaration ² . Elle est déterminée lors de l'enregistrement de la déclaration originale, et la valeur reste identique au fil des modifications. Cette donnée est optionnelle et permet au déclarant de donner une justification globale à la déclaration de modification. Il s'agit d'un texte libre de 560 caractères.
Cotisation non liée à une personne physique - Modification	-	-	Ce bloc est un « conteneur » qui permet de regrouper un bloc « Dernière situation de la cotisation non liée à une personne physique » et un bloc « Cotisation non liée à une personne physique - Modification – Action ». Il n'existe pas d'équivalent dans la déclaration originale.
Dernière situation de la cotisation non liée à une personne physique	-	<ul style="list-style-type: none"> - Code travailleur - Catégorie employeur - Numéro de version cotisation non liée à une personne physique 	Ce bloc représente le « il y a ». Il doit être obligatoirement donné dans le cas d'une modification ou d'une annulation. Il s'agit de donner les identifiants métiers de la cotisation non liée à une personne physique (catégorie et code travailleur de la cotisation) qui doit être modifiée ou annulée ainsi que le dernier numéro de version connu par le déclarant. Le numéro de version est communiqué dans le DMFAPID qui suit l'enregistrement d'une déclaration originale (cf. note de bas de page 1, page 6), ainsi que

¹ A la condition que la méthode étendue ait été choisie pour faire les modifications. Si la méthode étendue n'a pas été choisie, il faut utiliser la méthode simplifiée pour recevoir les différents identifiants permanents et les numéros de version. Pour cela, il faut faire une demande de consultation via le message **DmfAConsultationRequest**. Les identifiants permanents et les numéros de version sont alors communiqués dans le message **DmfAConsultationAnswer**. Pour plus de détails sur la méthode étendue et la méthode simplifiée, veuillez consulter la procédure de tests.

² La modification d'une déclaration peut provenir bien sûr d'une déclaration de modification, mais aussi de corrections systèmes suite à une déclaration originale ou à une déclaration de modification, ainsi que de modifications réalisées par les agents et inspecteurs de l'ONSSAPL.

Nom du bloc dans la déclaration de modification	Bloc équivalent dans l'original	Données	Explications détaillées
			dans les DMNO qui suivent toute modification d'une déclaration, dans le cas où la cotisation est modifiée. Un nouveau numéro de version est attribué à chaque modification de la cotisation non liée à une personne physique.
Cotisation non liée à une personne physique - Modification – Action	Cotisation non liée à une personne physique	Idem original + - Code action - modification	<p>Les valeurs possibles du code action pour les cotisations non liées à une personne physique sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 : cotisation modifiée. Le code action 1 doit être utilisé pour modifier le montant de la cotisation ou la base de calcul. Toutes les informations de la cotisation non liée à une personne physique sont obligatoires en cas de modification. Si un code action 1 est utilisé, la cotisation non liée à une personne physique est considérée comme modifiée, même si les données sont identiques à ce qui se trouve enregistré dans la dernière situation à l'ONSSAPL. - 3 : cotisation ajoutée. Le code action 3 doit être utilisé lorsque la cotisation non liée à une personne physique est entièrement nouvelle pour la déclaration. C'est-à-dire lorsque le couple code travailleur – catégorie employeur n'a jamais été déclaré dans le passé, ou bien s'il a été précédemment annulé. Toutes les informations de la cotisation non liée à une personne physique sont obligatoires en cas d'ajout d'une nouvelle cotisation. - 0 : cotisation annulée. Le code action 0 doit être utilisé pour annuler la cotisation. Le montant de la cotisation et la base de calcul ne sont pas obligatoires, mais les identifiants métiers sont obligatoires (double validation par rapport au « il y a »).

Nom du bloc dans la déclaration de modification	Bloc équivalent dans l'original	Données	Explications détaillées
Véhicule de société - Modification - Action	Véhicule de société	Idem original + - Code action – modification - Numéro de version véhicule de société	Les valeurs possibles du code action pour les véhicules de société sont les suivantes : - 3 : véhicule ajouté. Le code action 3 doit être utilisé lorsque le véhicule de société est entièrement nouveau pour la déclaration. C'est-à-dire lorsque le numéro de plaque n'a jamais été déclaré dans le passé, ou bien s'il a été précédemment annulé. Le numéro de version ne doit pas être mentionné. Toutes les autres données sont indispensables. - 0 : véhicule annulé. Le code action 0 doit être utilisé pour annuler la totalité du véhicule de société. Toutes les données du véhicule sont indispensables (numéro de suite, numéro de plaque, numéro de version). Le numéro de suite ne doit pas forcément correspondre au numéro de suite qui a été donné dans la déclaration originale.
Personne physique - Modification	Personne Physique	Idem original + - Justification	Cette justification est un texte libre de 560 caractères. Elle est optionnelle.
		- Identifiant permanent de la personne physique	Cette donnée doit être mentionnée lorsque la modification concerne une personne physique déjà déclarée. Elle est communiquée au déclarant dans le DMFAPID qui suit l'enregistrement d'une déclaration originale (cf. note de bas de page 1, page 6), ainsi que dans les DMNO qui suivent toute modification d'une déclaration, dans le cas où une personne physique est modifiée. Elle est déterminée pour une personne physique lors de la 1 ^{ère} déclaration du travailleur, quels que soient le matricule et le trimestre dans lesquels ce travailleur a été déclaré. La valeur reste identique au fil des modifications.

Nom du bloc dans la déclaration de modification	Bloc équivalent dans l'original	Données	Explications détaillées
		<ul style="list-style-type: none"> - Identifiant permanent de la personne physique déclarée - Numéro de version de la personne physique déclarée 	<p>Cette donnée doit être mentionnée lorsque la modification concerne une personne physique déjà déclarée.</p> <p>Elle est communiquée au déclarant dans le DMFAPID qui suit l'enregistrement d'une déclaration originale (cf. note de bas de page 1, page 6), ainsi que dans les DMNO qui suivent toute modification d'une déclaration, dans le cas où la personne physique est modifiée.</p> <p>Elle est déterminée pour une personne physique lors de la 1^{ère} déclaration du travailleur dans une déclaration trimestrielle donnée (originale ou modification). La valeur reste identique au fil des modifications.</p> <p>Cette donnée doit être mentionnée lorsque la modification concerne une personne physique déjà déclarée.</p> <p>Elle est communiquée au déclarant dans le DMFAPID qui suit l'enregistrement d'une déclaration originale (cf. note de bas de page 1, page 6), ainsi que dans les DMNO qui suivent toute modification d'une déclaration, dans le cas où la personne physique est modifiée.</p> <p>Elle est déterminée pour une personne physique lors de la 1^{ère} déclaration du travailleur dans une déclaration trimestrielle donnée (originale ou modification). Un nouveau numéro de version est ensuite attribué à chaque modification de la personne physique.</p>
Ligne Travailleur - Modification	-	-	<p>Ce bloc est un « conteneur » qui permet de regrouper un bloc « Dernière situation de la ligne travailleur » et un bloc « Ligne travailleur - Modification – Action ».</p> <p>Il n'existe pas d'équivalent dans la déclaration originale.</p>
Dernière situation de la ligne travailleur	-	<ul style="list-style-type: none"> - Code travailleur - Catégorie employeur - Numéro de version ligne travailleur 	<p>Ce bloc représente le « il y a ». Il doit être obligatoirement donné dans le cas d'une modification ou d'une annulation.</p> <p>Il s'agit de donner les identifiants métiers de la ligne travailleur (catégorie et code travailleur de la ligne travailleur) qui doit être modifiée ou annulée ainsi que le dernier numéro de version connu par le déclarant. Le numéro de version est communiqué dans le DMFAPID qui suit l'enregistrement d'une déclaration originale (cf. note de bas de page 1, page 6), ainsi que dans les DMNO qui suivent toute modification d'une déclaration, dans le cas où la ligne travailleur est modifiée. Un nouveau numéro de version est attribué</p>

Nom du bloc dans la déclaration de modification	Bloc équivalent dans l'original	Données	Explications détaillées
Ligne travailleur - Modification - Action	Ligne travailleur	Idem original + Code action - modification	<p>à chaque modification de la ligne travailleur.</p> <p>Une ligne travailleur est constituée d'un bloc « Ligne travailleur » et d'un ensemble de blocs fils (occupations, prestations, rémunérations, cotisations, déductions, etc.).</p> <p>Les valeurs possibles du code action pour les lignes travailleurs sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 : ligne travailleur modifiée. Le code action 1 doit être utilisé sur les lignes travailleurs pour modifier les données du bloc ligne travailleur (à l'exclusion des identifiants métiers), ou pour modifier, annuler ou ajouter un bloc fils. Toutes les informations et tous les blocs fils de la ligne travailleur sont obligatoires en cas de modification. - 3 : ligne travailleur ajoutée. Le code action 3 doit être utilisé lorsque la ligne travailleur est entièrement nouvelle pour une personne physique déjà déclaré. C'est-à-dire lorsque le couple code travailleur – catégorie employeur n'a jamais été déclaré dans le passé, ou bien s'il a été précédemment annulé. Le code action 3 doit également être utilisé lorsqu'il s'agit de déclarer des lignes travailleurs pour une nouvelle personne physique. Toutes les informations et tous les blocs fils de la ligne travailleur sont obligatoires en cas d'ajout d'une nouvelle ligne travailleur. - 0 : ligne travailleur annulée. Le code action 0 doit être utilisé pour annuler la totalité de la ligne travailleur. Seuls le bloc ligne travailleur avec le code travailleur et la catégorie employeur sont indispensables en cas d'annulation d'une ligne travailleur. Les autres données du bloc ligne travailleur ainsi que les blocs fils sont optionnels. - 9 : ligne travailleur non modifiée. Lors de la modification d'une personne physique possédant plusieurs lignes travailleurs, le déclarant a le choix entre mentionner uniquement les lignes travailleurs concernées par une modification, ou bien mentionner toutes les lignes travailleurs, y compris celles qui ne subissent aucune modification. Pour ces dernières, la valeur 9 est d'application. Cependant, il est interdit de ne mentionner que des lignes

Nom du bloc dans la déclaration de modification	Bloc équivalent dans l'original	Données	Explications détaillées
			<p>travailleurs non modifiées pour une personne physique. Une telle situation entraîne une anomalie bloquante.</p> <p>En cas d'utilisation du code action 9, toutes les données de la ligne travailleur et tous les blocs fils doivent être déclarés, mais ce sont les données enregistrées à l'ONSS APL qui seront reprises pour effectuer les contrôles de la déclaration. Ainsi, si des données sont modifiées par le déclarant sous une ligne travailleur marquée comme « non modifiée », ces modifications ne seront pas prises en compte.</p>
Occupation de la ligne travailleur ONSSAPL - Modification	Occupation de la ligne travailleur ONSSAPL	Idem original + Numéro de version de l'occupation de la ligne travailleur	<p>Les occupations ne possèdent aucune donnée métier identifiante. C'est donc sur base du numéro de version que les occupations à modifier pourront être clairement identifiées.</p> <p>Cette donnée est communiquée au déclarant dans le DMFAPID qui suit l'enregistrement d'une déclaration originale (cf. note de bas de page 1, page 6), ainsi que dans les DMNO qui suivent toute modification d'une déclaration, dans le cas où l'occupation est modifiée.</p> <p>Elle est déterminée pour une occupation lors de la 1^{ère} déclaration de l'occupation dans une déclaration trimestrielle donnée (originale ou modification). Un nouveau numéro de version est attribué à chaque modification de l'occupation.</p> <p>En l'absence de numéro de version, il sera considéré que l'occupation est nouvelle.</p>

3 Traitement des déclarations

3.1 Modifications sur une ligne travailleur

3.1.1 Fusion entre la déclaration de modification et la dernière situation

La structure du sous-arbre de la ligne travailleur est identique à ce que l'on trouve dans une déclaration originale.

Il n'y a aucun code action dans les différents blocs fils. Le déclarant doit donner la nouvelle situation complète de sa ligne travailleur. Le système compare ensuite les différences entre la situation enregistrée à l'ONSSAPL et ce qui est déclaré.

Pour faire cela, la dernière situation complète de la ligne travailleur est d'abord récupérée en DB sur base du numéro de version de la ligne travailleur.

La comparaison se fait bloc par bloc sur base des clés métiers sauf pour les occupations où la comparaison se fait sur base du numéro de version.

Selon le résultat de la comparaison entre la dernière situation et ce qui est déclaré dans la modification, la valeur du code action du bloc est déterminée ; valeur qui est ensuite mentionnée dans le DMNO qui récapitule les modifications enregistrées. Ce processus de comparaison et de détermination du code action est appelé la « fusion ».

Plusieurs cas de figure sont possibles :

1 - Si un bloc existe dans la dernière situation et dans la déclaration de modification, et qu'il est actif dans la dernière situation (action <= 0 annulation), chaque zone du bloc est comparée une à une.

A - S'il y a au moins une zone avec une valeur différente, le bloc est considéré comme modifié. Il reçoit un code action 1, et toutes les données de la dernière situation sont remplacées par les nouvelles valeurs déclarées.

B - Si aucune zone n'est modifiée, le bloc n'est pas changé et le code action reste inchangé. Dans ce cas, la DMNO mentionnera un code action 9 pour les blocs actifs qui n'ont pas été modifiés.

2 - Si un bloc existe dans la dernière situation mais qu'il n'est pas dans la déclaration de modification, et qu'il est actif dans la dernière situation, alors le bloc est considéré comme annulé. Le code action du bloc est alors positionné à 0. Concrètement, cela implique que si le déclarant « oublie » de mentionner un bloc de la ligne travailleur, celui-ci sera annulé par le système.

3 - Si un bloc n'existe pas dans la dernière situation et qu'il existe dans la déclaration de modification, il est considéré comme ajouté. Le bloc est donc ajouté dans la ligne travailleur avec toutes les valeurs déclarées et le code action est positionné sur 3.

4 - Si un bloc existe dans la dernière situation et dans la déclaration de modification, et qu'il est annulé dans la dernière situation (action = 0), le bloc est considéré comme réactivé. On lui donne alors le code action 5, et toutes les valeurs de la dernière situation sont remplacées par les nouvelles valeurs déclarées.

5 - Si un bloc existe dans la dernière situation mais qu'il n'est pas dans la déclaration de modification, et qu'il est annulé dans la dernière situation, alors aucune action n'est faite sur ce bloc. Le bloc reste annulé et le code action est inchangé. Mais ce bloc n'apparaîtra pas dans la DMNO.

3.1.2 Clés de comparaison

Bloc	Clé de comparaison
Occupation de la ligne travailleur ONSSAPL - Modification	Numéro de version de l'occupation
Prestation	Code prestation
Rémunération	Code rémunération, Fréquence en mois de paiement de la prime, Pourcentage de la rémunération sur base annuelle
Données de l'occupation relatives au secteur public	Date de début – Données de l'occupation relatives au secteur public, Type d'institution du secteur public, Catégorie de personnel du secteur public, Nature du service, Caractère de la fonction
Traitement barémique	Date de début du traitement barémique, Date de prise de rang de l'ancienneté pécuniaire, Référence de l'échelle de traitement
Supplément de traitement	Date de début du supplément de traitement, Référence du supplément de traitement
Mesures de réorganisation du travail simultanées – Informations	Mesure de réorganisation du travail
Occupation - Informations	Pas de clé, il ne peut y avoir qu'un et un seul bloc de ce type.
Cotisation due pour la ligne travailleur	Code travailleur cotisation, Type de cotisation
Déduction ligne travailleur	Code déduction
Déduction occupation	Code déduction
Cotisation travailleur statutaire licencié	Pas de clé, il ne peut y avoir qu'un et un seul bloc de ce type
Cotisation travailleur étudiant	Pas de clé, il ne peut y avoir qu'un et un seul bloc de ce type
Indemnité complémentaire	Notion employeur, Numéro de commission paritaire, code NACE, Notion type d'accord de l'indemnité complémentaire, Notion d'interruption de carrière ou de prépension à mi-temps, Notion de dispense de prestations, Notion de remplacement conforme
Indemnité complémentaire – Cotisation	Code travailleur cotisation, Type de cotisation, Notion d'adaptation du montant de l'indemnité complémentaire ou de l'allocation sociale, numéro de suite cotisation

Remarque importante pour le bloc Occupation

Ce bloc est le seul pour lequel il n'existe aucune clé métier permettant de faire le lien entre la dernière situation et la déclaration de modification. La zone numéro de version de l'occupation a été ajoutée pour cela.

Pour modifier une occupation, il faut donc obligatoirement donner la valeur du numéro de version correspondant à l'occupation que l'on veut modifier.

Pour annuler une occupation avec ses prestations, ses rémunérations et ses déductions, il suffit de ne pas mettre l'occupation.

Pour ajouter une nouvelle occupation, il faut déclarer l'occupation sans mentionner de numéro de version.

ATTENTION : Si une occupation est donnée sans numéro de version, elle sera considérée comme nouvelle, et donc ajoutée, même si toutes les valeurs sont identiques à une occupation déjà existante.

3.1.3 Représentation graphique de la fusion

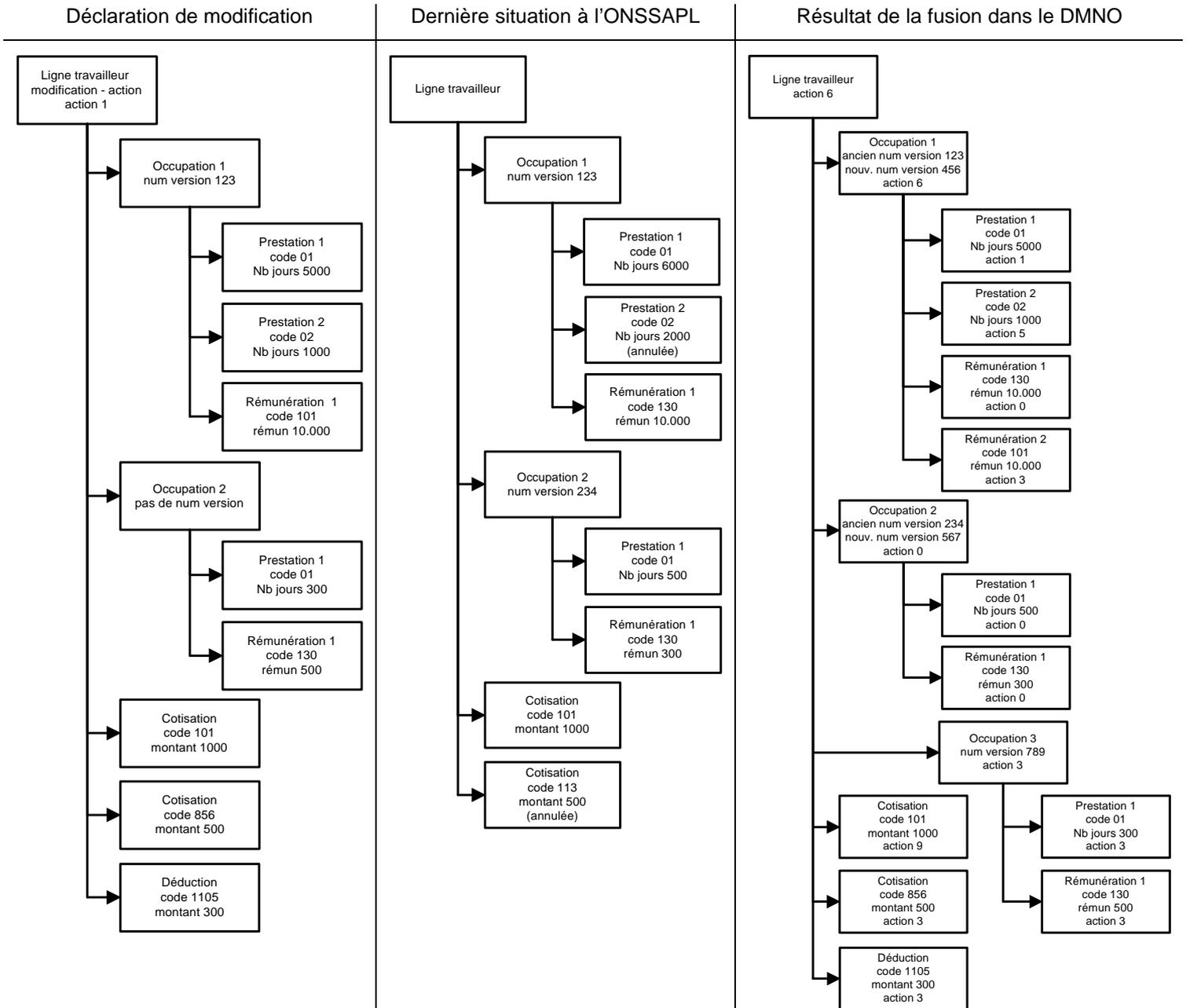


Figure 2 - Représentation graphique de la fusion

Cette représentation graphique illustre un exemple de fusion sur une ligne travailleur et montre les codes actions que l'on peut attendre dans le DMNO en fonction de ce qui est déclaré et de la dernière situation enregistrée à l'ONSSAPL.

3.2 Codes actions repris dans le DMNO suite à une déclaration de modification

Valeur	Description
0	Le bloc fonctionnel est annulé.
1	Des données fonctionnelles ³ du bloc sont modifiées. Cette valeur est alors utilisée quelles que soient les opérations réalisées dans des blocs du sous-arbre éventuel, et qu'il y ait eu ou pas des ajouts d'informations à usage interne de l'ONSSAPL sur le bloc concerné (voir code action 6).
3	Le bloc fonctionnel a été ajouté par déclaration de modification ou par correction système.
5	Le bloc fonctionnel a été réactivé. Il était annulé dans la dernière situation et il est présent dans la déclaration de modification. La réactivation est possible uniquement pour les blocs fils d'une ligne travailleur.
6	Indique que des données du bloc fonctionnel à usage interne de l'ONSSAPL ont été ajoutées, sans modification des données fonctionnelles. Cette valeur est alors utilisée quelles que soient les opérations réalisées dans des blocs du sous-arbre éventuel.
7	Indique que le sous-arbre a été modifié (bloc annulé, ajouté, ou modifié dans ses données fonctionnelles, ou bien données à usage interne de l'ONSSAPL ajoutées sur un bloc fils), alors que le bloc fonctionnel lui-même n'a pas été modifié ou n'a pas été enrichi par des données à usage interne.
9	Indique que le bloc n'est pas modifié, et que rien dans le sous-arbre n'a été modifié.

³ Nous appelons donnée fonctionnelle une donnée faisant partie du glossaire publié sur le portail.

3.3 Modification des identifiants métiers

Pour les cotisations non liées à une personne physique et les lignes travailleurs, l'utilisation du code action 1 est interdite pour modifier le code travailleur ou la catégorie employeur.

Si cela est nécessaire, il faut annuler la cotisation non liée à une personne physique ou la ligne travailleur déclarée, et créer une nouvelle cotisation non liée à une personne physique ou une nouvelle ligne travailleur. Le bloc créé contiendra les nouvelles valeurs pour le code travailleur ou la catégorie employeur.

Pour les lignes travailleurs, la ligne travailleur annulée et la nouvelle ligne travailleur sont reliées à une seule et même personne physique au sein de la déclaration de modification.

Pour les cotisations non liées à une personne physique, il n'y a aucun lien entre les deux cotisations.

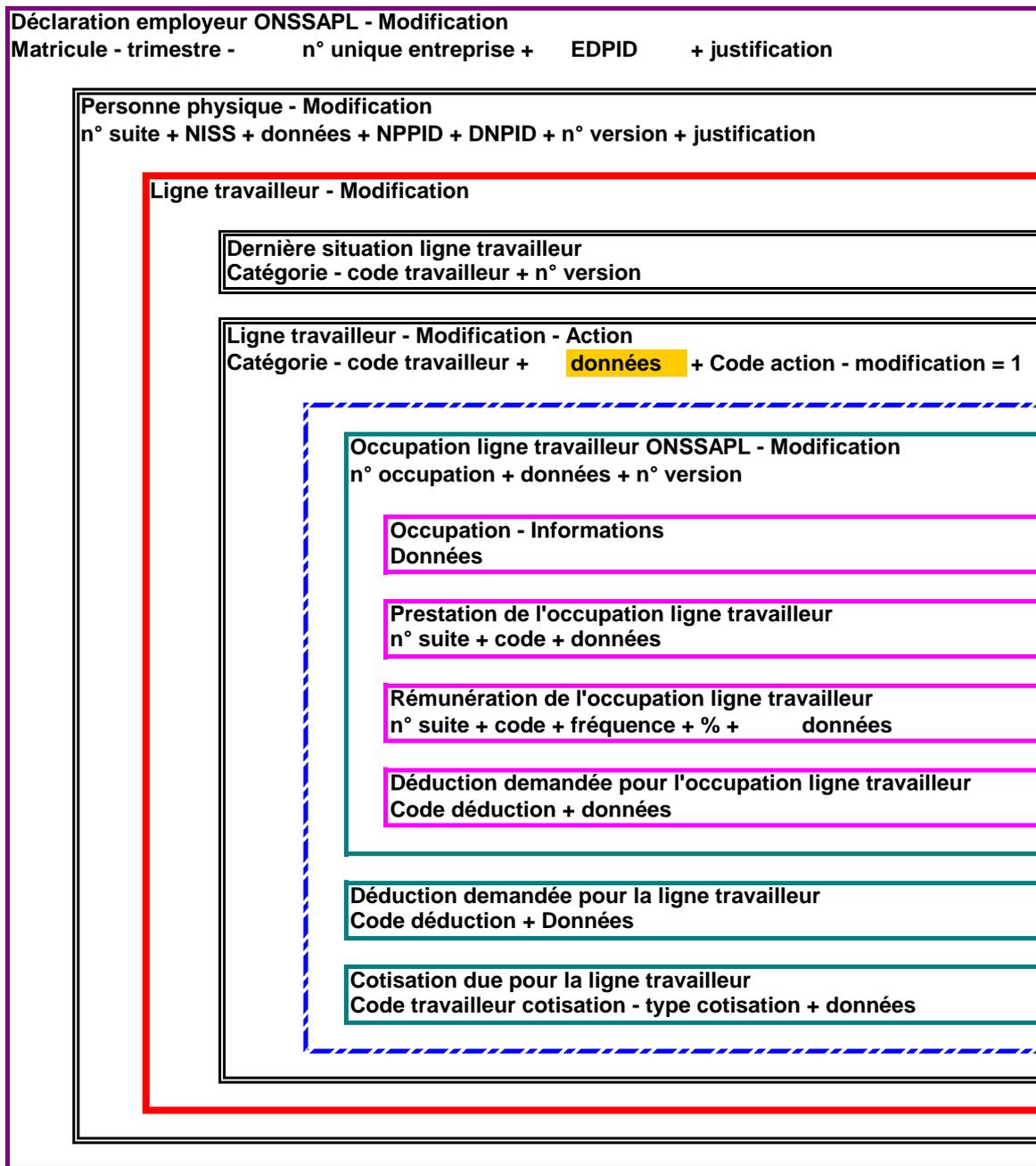
Pour les véhicules de société, l'utilisation du code action 1 est interdite pour modifier le numéro de plaque. Comme il s'agit de la seule donnée métier du bloc, l'utilisation du code action 1 est formellement interdite pour ce bloc.

Si cela est nécessaire, il faut annuler le véhicule de société dont le numéro de plaque doit être modifié, et créer un nouveau véhicule de société avec la nouvelle valeur souhaitée pour le numéro de plaque.

4 Exemples de déclarations de modification

4.1 Ligne travailleur

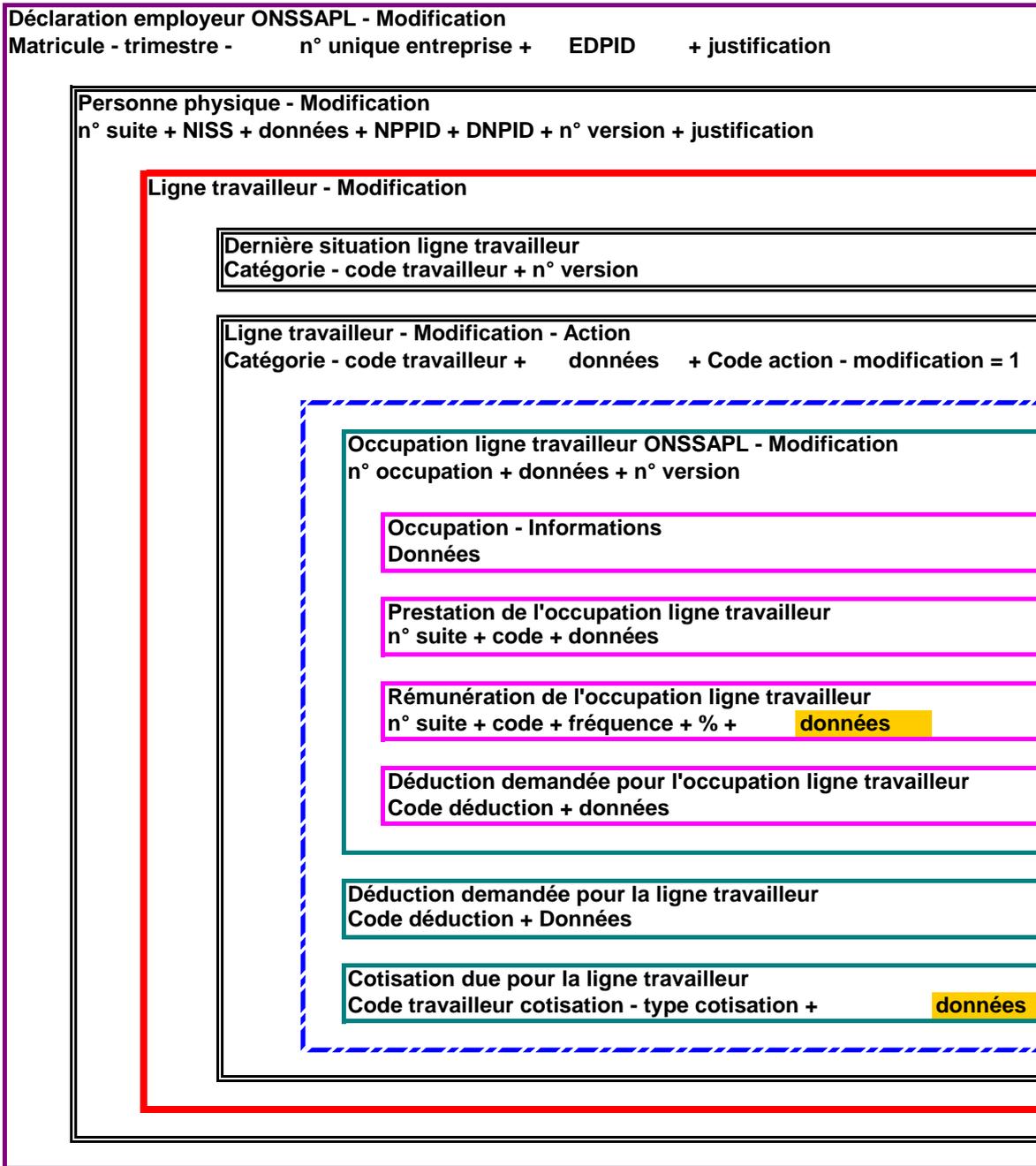
4.1.1 Modification d'une donnée du bloc ligne travailleur



Identifiants métiers
Identifiants techniques
données modifiées

Figure 3 - Modification d'une donnée du bloc ligne travailleur

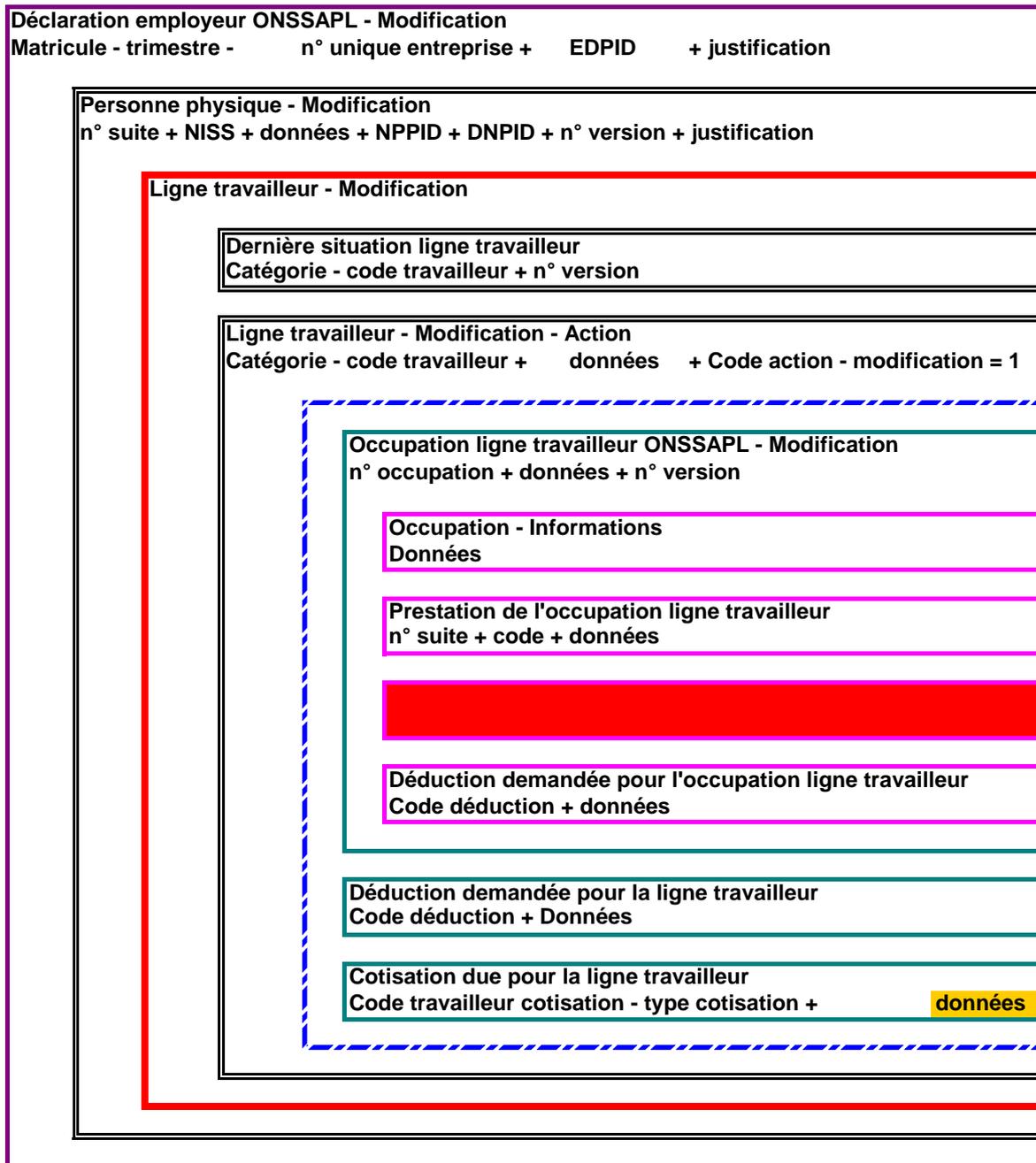
4.1.2 Modification d'une cotisation et d'une rémunération



Identifiants métiers
 Identifiants techniques
 données modifiées

Figure 4 - Modification d'une cotisation et d'une rémunération

4.1.3 Modification d'une cotisation et suppression d'une rémunération

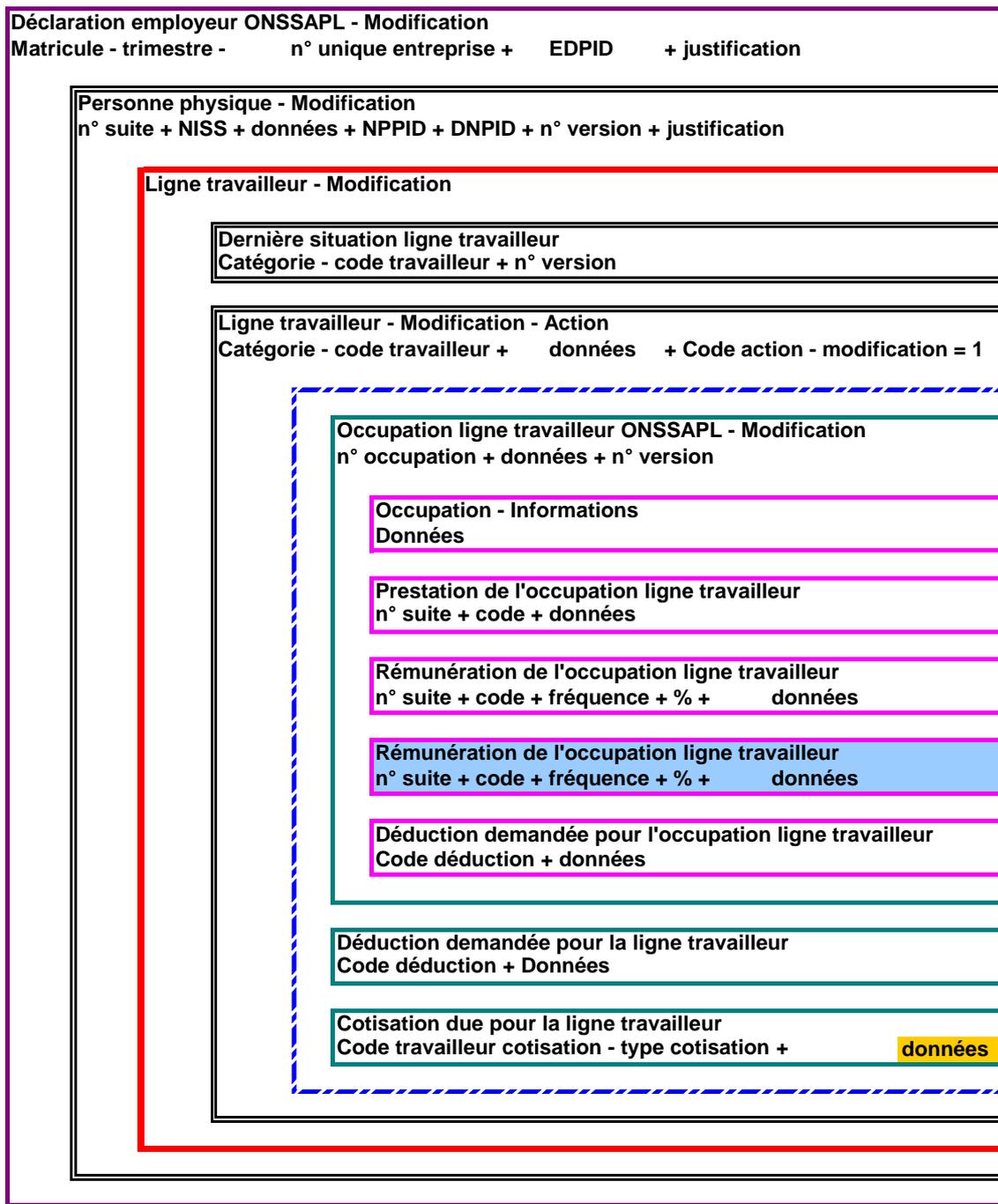


Identifiants métiers
 Identifiants techniques
 données modifiées
 Blocs annulés

Figure 5 - Modification d'une cotisation et suppression d'une rémunération

Dans cet exemple, la rémunération annulée n'est tout simplement plus là. L'annulation est représentée par un espace rouge, mais le bloc ne fait plus partie de la ligne travailleur et n'est pas repris dans la déclaration de modification. Le code action – modification au niveau ligne travailleur reste 1, car la ligne travailleur est « modifiée ». Lors de la fusion, le code action du bloc ligne travailleur sera évalué conformément aux principes décrits au chapitre 3.

4.1.4 Modification d'une cotisation et ajout d'une rémunération sur une occupation existante



Identifiants métiers
 Identifiants techniques
 données modifiées
 blocs ajoutés

Figure 6 - Modification d'une cotisation et ajout d'une rémunération sur une occupation existante

Dans cet exemple, la rémunération est simplement ajoutée au sein d'une occupation existante avec le numéro de version spécifié. La création est représentée en bleu. Dans la base de donnée il n'existe aucune rémunération avec les mêmes identifiants métiers.

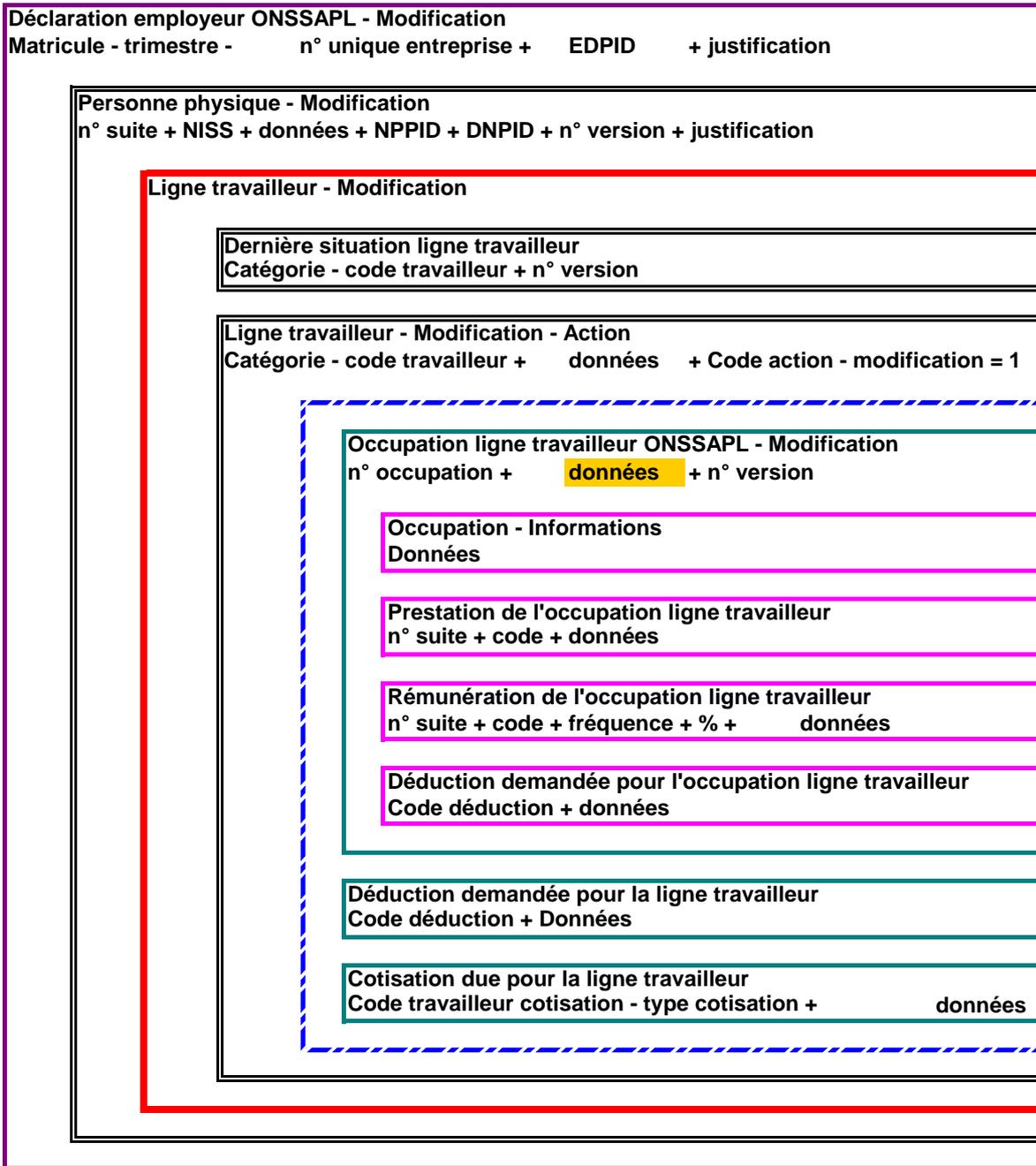
4.1.5 Modification d'une cotisation et ajout d'une nouvelle occupation

Déclaration employeur ONSSAPL - Modification	
Matricule - trimestre -	n° unique entreprise + EDPID + justification
Personne physique - Modification	
n° suite + NISS + données + NPPID + DNPID + n° version + justification	
Ligne travailleur - Modification	
Dernière situation ligne travailleur	
Catégorie - code travailleur + n° version	
Ligne travailleur - Modification - Action	
Catégorie - code travailleur + données + Code action - modification = 1	
Occupation ligne travailleur ONSSAPL - Modification	
n° occupation + données + n° version	
Occupation - Informations	
Données	
Prestation de l'occupation ligne travailleur	
n° suite + code + données	
Rémunération de l'occupation ligne travailleur	
n° suite + code + fréquence + % + données	
Déduction demandée pour l'occupation ligne travailleur	
Code déduction + données	
Occupation ligne travailleur ONSSAPL - Modification	
n° occupation + données	
Occupation - Informations	
Données	
Prestation de l'occupation ligne travailleur	
n° suite + code + données	
Rémunération de l'occupation ligne travailleur	
n° suite + code + fréquence + % + données	
Déduction demandée pour l'occupation ligne travailleur	
Code déduction + données	
Déduction demandée pour la ligne travailleur	
Code déduction + Données	
Cotisation due pour la ligne travailleur	
Code travailleur cotisation - type cotisation + données	

Identifiants métiers **données modifiées**
 Identifiants techniques **blocs ajoutés**

Figure 7 - Modification d'une cotisation et ajout d'une nouvelle occupation

4.1.6 Modification d'une occupation existante



Identifiants métiers
 Identifiants techniques
 données modifiées

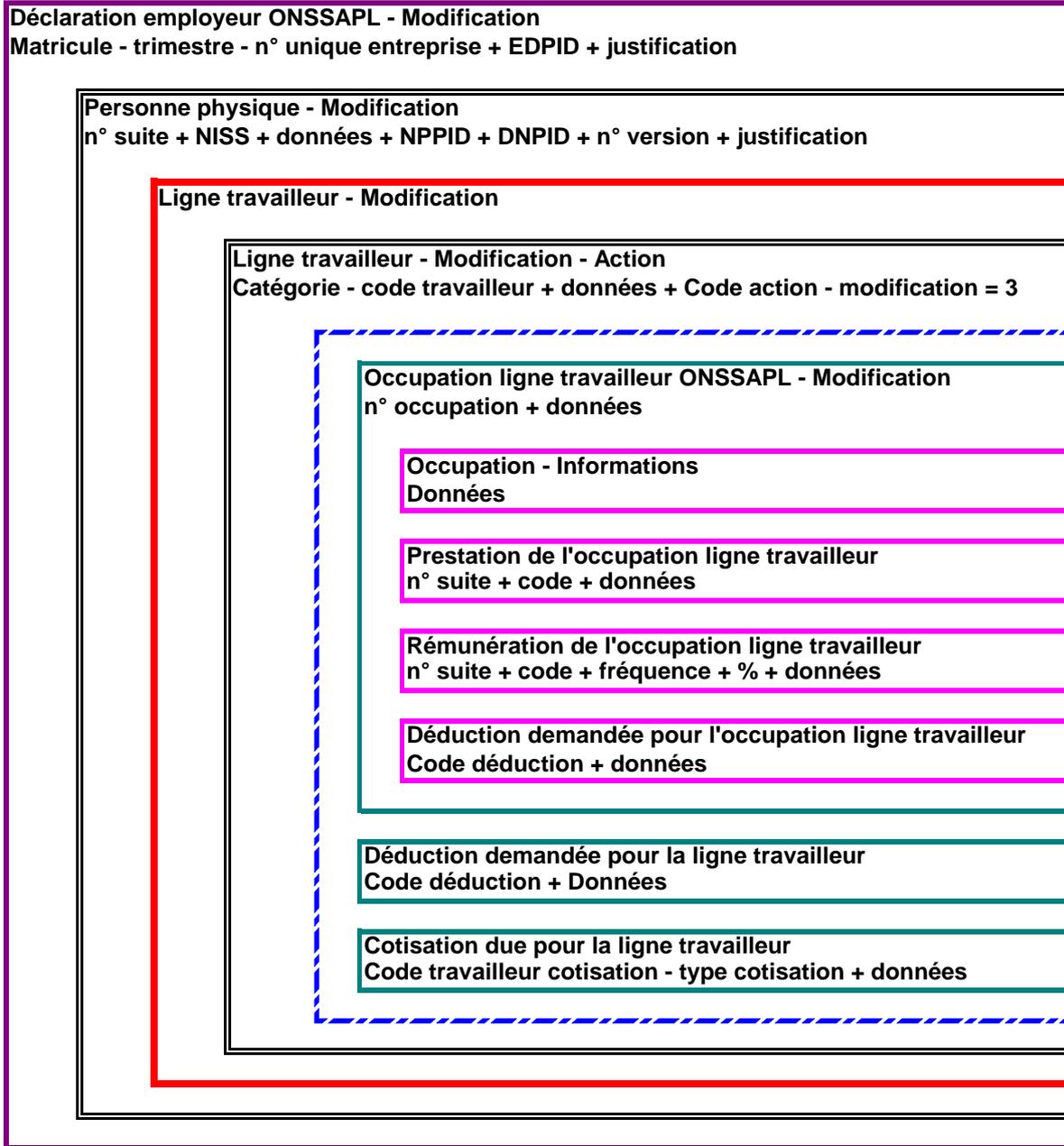
Figure 8 - Modification d'une occupation existante

4.1.7 Annulation d'une ligne travailleur

Déclaration employeur ONSSAPL - Modification			
Matricule - trimestre - n° unique entreprise + EDPID + justification			
Personne physique - Modification			
n° suite + NISS + données + NPPID + DNPID + n° version + justification			
Ligne travailleur - Modification			
Dernière situation ligne travailleur			
Catégorie - code travailleur + n° version			
Ligne travailleur - Modification - Action			
Catégorie - code travailleur + données + Code action - modification = 0			
Identifiants métiers			
Identifiants techniques			

Figure 9 - Annulation d'une ligne travailleur

4.1.8 Création d'une ligne travailleur pour une personne physique déjà déclarée



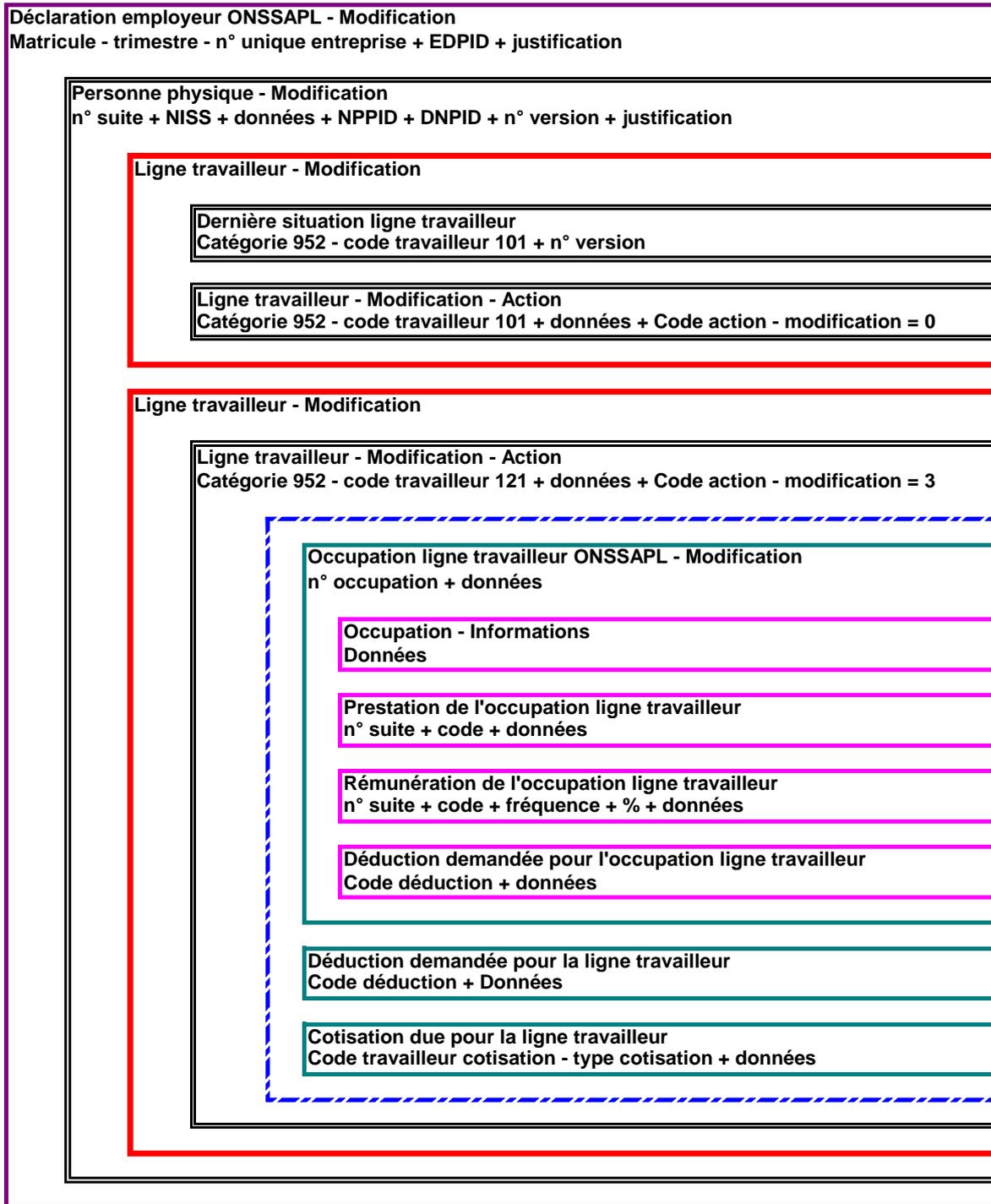
Identifiants métiers

Identifiants techniques

Figure 10 - Création d'une ligne travailleur pour une personne physique déjà déclarée

On peut noter ici le code action 3, la présence des PIDs et du numéro de version dans le bloc Personne physique – modification, et l'absence du bloc « dernière situation de la ligne travailleur ».

4.1.9 Annulation / Création dans le but de « modifier » un code travailleur

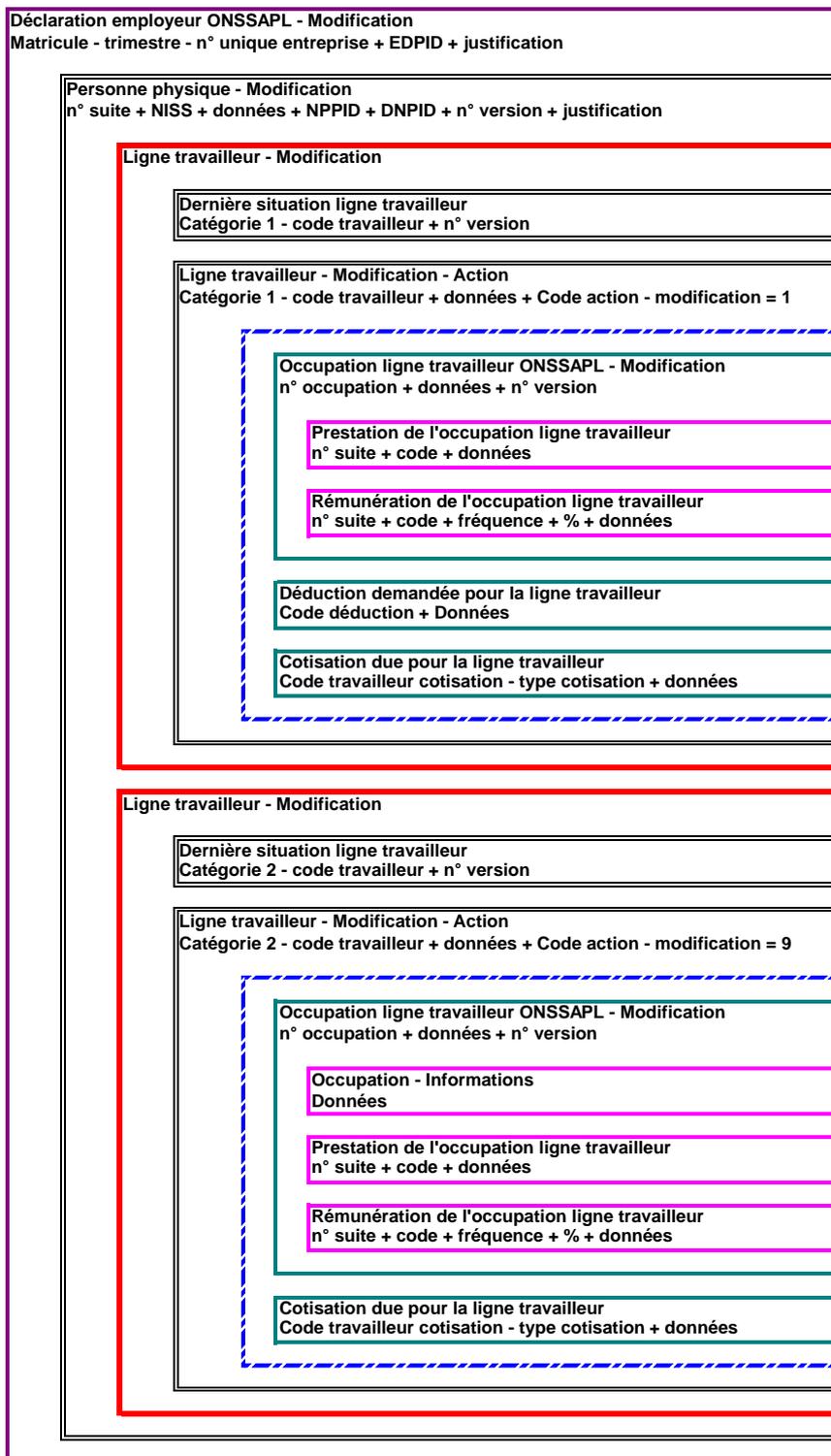


Identifiants métiers
 Identifiants techniques

Figure 11 - Annulation / Création dans le but de « modifier » un code travailleur

Pour modifier un identifiant métier d'une ligne travailleur, il faut annuler l'ancienne et créer une nouvelle ligne travailleur avec les valeurs souhaitées.
 Les deux lignes travailleurs sont déclarées sous une seule et même personne physique.

4.1.10 Utilisation du code action 9 (non modifié)



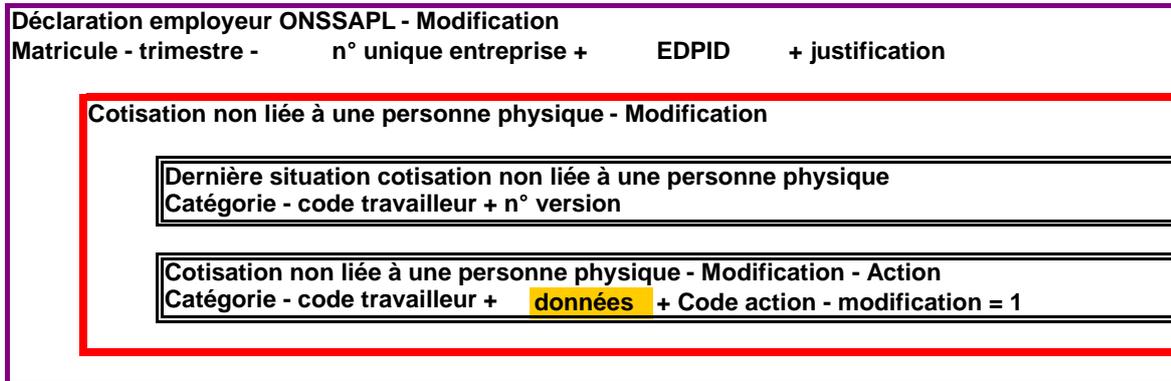
Identifiants métiers
 Identifiants techniques

Figure 12 - Utilisation du code action 9 (non modifié)

Le déclarant peut soit déclarer la ligne travailleur non modifiée soit ne pas la reprendre dans la déclaration de modification. Dans tous les deux cas, le système récupère la ligne travailleur non modifiée dans la base de données de l'ONSSAPL.

4.2 Cotisation non liée à une personne physique

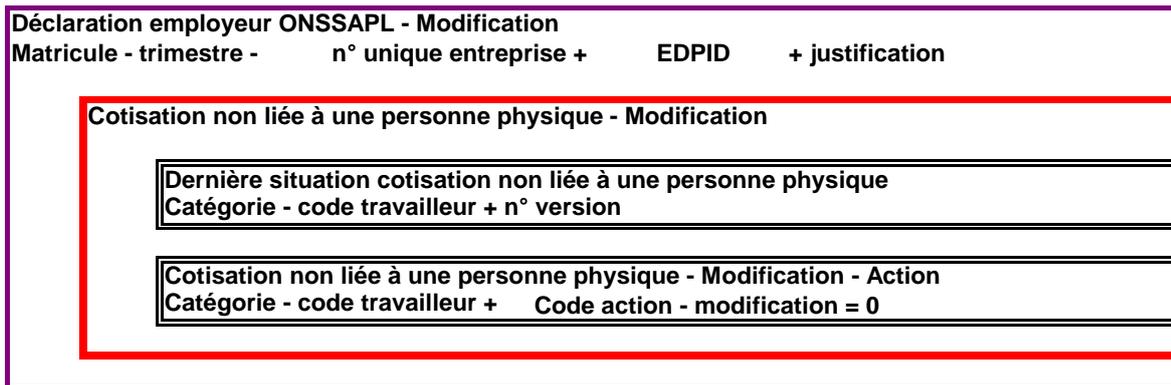
4.2.1 Modification



Identifiants métiers
Identifiants techniques
données modifiées

Figure 13 - Modification d'une cotisation non liée à une personne physique

4.2.2 Annulation



Identifiants métiers
Identifiants techniques

Figure 14 - Annulation d'une cotisation non liée à une personne physique

Pour l'annulation, les données de la cotisation ne sont pas obligatoires. Elles ne sont donc pas mentionnées dans ce schéma. Par contre, les identifiants métiers (code travailleur et catégorie employeur) sont obligatoires.

4.2.3 Création

Déclaration employeur ONSSAPL - Modification			
Matricule - trimestre -	n° unique entreprise +	EDPID	+ justification
Cotisation non liée à une personne physique - Modification			
Cotisation non liée à une personne physique - Modification - Action			
Catégorie - code travailleur + données + Code action - modification = 3			

Identifiants métiers

Identifiants techniques

Figure 15 - Création d'une cotisation non liée à une personne physique

On peut noter ici le code action 3, et l'absence du bloc « dernière situation de la cotisation non liée à une personne physique ».

4.2.4 Annulation / Création dans le but de « modifier » une catégorie employeur

Déclaration employeur ONSSAPL - Modification			
Matricule - trimestre -	n° unique entreprise +	EDPID	+ justification
Cotisation non liée à une personne physique - Modification			
Dernière situation cotisation non liée à une personne physique			
Catégorie 952 - code travailleur 861 + n° version			
Cotisation non liée à une personne physique - Modification - Action			
Catégorie 952 - code travailleur 861 + Code action - modification = 0			
Cotisation non liée à une personne physique - Modification			
Cotisation non liée à une personne physique - Modification - Action			
Catégorie 951 - code travailleur 861 + données + Code action - modification = 3			

Identifiants métiers

Identifiants techniques

Figure 16 - Modifier la catégorie de l'employeur d'une cotisation non liée à une personne physique

Pour modifier un identifiant métier d'une cotisation non liée à une personne physique, il faut annuler l'ancienne et créer une nouvelle cotisation avec les valeurs souhaitées.

4.3 Véhicule de société

4.3.1 Création

Déclaration employeur ONSSAPL - Modification			
Matricule - trimestre -	n° unique entreprise +	EDPID	+ justification
Véhicule de société - Modification - Action			
N° suite + Numéro de plaque + Code action - modification = 3			

Identifiants métiers
Identifiants techniques

Figure 17 - Création d'un véhicule de société

Pour la création d'un véhicule de société, le numéro de version ne doit pas être mentionné.

4.3.2 Annulation

Déclaration employeur ONSSAPL - Modification			
Matricule - trimestre -	n° unique entreprise +	EDPID	+ justification
Véhicule de société - Modification - Action			
N° suite + Numéro de plaque + n° version + Code action - modification = 0			

Identifiants métiers
Identifiants techniques

Figure 18 - Annulation d'un véhicule de société

4.3.3 Création / Annulation dans le but de « modifier » un numéro de plaque

Déclaration employeur ONSSAPL - Modification			
Matricule - trimestre -	n° unique entreprise +	EDPID	+ justification
Véhicule de société - Modification - Action			
N° suite + Numéro de plaque ABC123 + n° version + Code action - modification = 0			
Véhicule de société - Modification - Action			
N° suite + Numéro de plaque DEF456 + Code action - modification = 3			

Identifiants métiers
Identifiants techniques

Figure 19 - Création / Annulation dans le but de « modifier » un numéro de plaque

NUMERO DE ZONE: 00067	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

CODE RÉMUNÉRATION
(Label XML : RemunCode)

BLOC FONCTIONNEL: Rémunération de l'occupation ligne travailleur
Code(s): 90019
Label(s) xml: Remun

DESCRIPTION: Code permettant de déterminer le type de donnée salariale déclarée pour l'occupation du travailleur concerné.

DOMAINE DE DEFINITION: Voir Annexe 7 - Codification des rémunérations.
 Pour l'ONSSAPL voir Annexe 32 - Codification des rémunérations APL

REFERENCE LEGALE:

TYPE: Numérique
LONGUEUR: 3
PRESENCE: Indispensable
FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non présent	00067-001	B
Non numérique	00067-002	B
Pas dans le domaine de définition	00067-008	B
Longueur incorrecte	00067-093	B
Non admis	00067-146	B
Erreur de cardinalité	00067-090	B
Erreur de séquence	00067-091	B
Incompatibilité catégorie employeur / code travailleur	00067-085	B
Indemnité à déclarer dans le trimestre où le salaire de base a été déclaré	00067-259	NP
Incompatibilité employeur - 2eme pilier de pension	00067-384	B

NUMERO DE ZONE: 00025	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

NOM DU TRAVAILLEUR
(Label XML : WorkerName)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Nom de famille d'une personne physique.
Il faut mentionner le nom repris sur le passeport ou la carte d'identité.
Pour les femmes de nationalité belge, il s'agit du nom de jeune fille.

Cette donnée ne peut plus être utilisée.

DOMAINE DE DEFINITION:

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 48

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit
FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Longueur incorrecte	00025-093	B
Non admis	00025-146	B
Erreur de cardinalité	00025-090	B
Erreur de séquence	00025-091	B
Interdit	00025-005	B

NUMERO DE ZONE: 00026	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

PRÉNOM DU TRAVAILLEUR
(Label XML : WorkerFirstName)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Premier prénom d'une personne physique.

Cette donnée ne peut plus être utilisée.

DOMAINE DE DEFINITION:

REFERENCE LEGALE:

TYPE: Alphanumérique

LONGUEUR: 24

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit

FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Longueur incorrecte	00026-093	B
Non admis	00026-146	B
Erreur de cardinalité	00026-090	B
Erreur de séquence	00026-091	B
Interdit	00026-005	B

NUMERO DE ZONE: 00027	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

INITIALE DU DEUXIÈME PRÉNOM DU TRAVAILLEUR
(Label XML : WorkerInitial)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Initiale du deuxième prénom d'une personne physique.

DOMAINE DE DEFINITION: Cette donnée ne peut plus être utilisée.
 Un caractère alphabétique.

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 1

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit
FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Longueur incorrecte	00027-093	B
Non admis	00027-146	B
Erreur de cardinalité	00027-090	B
Erreur de séquence	00027-091	B
Interdit	00027-005	B

NUMERO DE ZONE: 00028	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

DATE DE NAISSANCE DU TRAVAILLEUR
(Label XML : WorkerBirthdate)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Date de naissance de la personne physique.
 Cette donnée ne peut plus être utilisée.

DOMAINE DE DEFINITION: AAAA est un élément de [année de la déclaration-120; année de la déclaration].

REFERENCE LEGALE:

TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 10

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit
FORMAT: AAAA-MM-JJ (date valide)
 AAAA-00-00

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Invalide	00028-003	B
Longueur incorrecte	00028-093	B
Non admis	00028-146	B
Erreur de cardinalité	00028-090	B
Erreur de séquence	00028-091	B
Interdit	00028-005	B

NUMERO DE ZONE: 00029	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

SEXE DU TRAVAILLEUR
(Label XML : WorkerSex)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Sexe d'une personne physique.

DOMAINE DE DEFINITION: Cette donnée ne peut plus être utilisée.
1 = masculin
2 = féminin

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Numérique
LONGUEUR: 1

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit
FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non numérique	00029-002	B
Longueur incorrecte	00029-093	B
Non admis	00029-146	B
Erreur de cardinalité	00029-090	B
Erreur de séquence	00029-091	B
Interdit	00029-005	B

NUMERO DE ZONE: 00030	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

RUE DU TRAVAILLEUR
(Label XML : WorkerStreet)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Voie publique.
Voie publique où se trouve le domicile du travailleur.
La notion "étage" peut être reprise dans cette zone s'il y a lieu.
Cette donnée ne peut plus être utilisée.

DOMAINE DE DEFINITION:

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 35

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit
FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Longueur incorrecte	00030-093	B
Non admis	00030-146	B
Erreur de cardinalité	00030-090	B
Erreur de séquence	00030-091	B
Interdit	00030-005	B

NUMERO DE ZONE: 00031	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

NUMÉRO DE L'ADRESSE DU TRAVAILLEUR
(Label XML : WorkerHouseNbr)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Numéro du domicile du travailleur.
 Cette donnée ne peut plus être utilisée.

DOMAINE DE DEFINITION:

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 10

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit
FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Longueur incorrecte	00031-093	B
Non admis	00031-146	B
Erreur de cardinalité	00031-090	B
Erreur de séquence	00031-091	B
Interdit	00031-005	B

NUMERO DE ZONE: 00032	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

BOÎTE AUX LETTRES DU TRAVAILLEUR
(Label XML : WorkerPostBox)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Numéro de boîte aux lettres.
Numéro de boîte aux lettres du domicile du travailleur.
Cette donnée ne peut plus être utilisée.

DOMAINE DE DEFINITION:

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 4

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit
FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Longueur incorrecte	00032-093	B
Non admis	00032-146	B
Erreur de cardinalité	00032-090	B
Erreur de séquence	00032-091	B
Interdit	00032-005	B

NUMERO DE ZONE: 00033	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

CODE POSTAL DU TRAVAILLEUR
(Label XML : WorkerZIPCode)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Numéro postal d'une commune.
Numéro postal de l'adresse où le travailleur est domicilié.
Pour les travailleurs domiciliés en Belgique, il faut utiliser la liste officielle des codes postaux belges.
Cette donnée ne peut plus être utilisée.

DOMAINE DE DEFINITION:

REFERENCE LEGALE:

TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 9

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit
FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Longueur incorrecte	00033-093	B
Non admis	00033-146	B
Erreur de cardinalité	00033-090	B
Erreur de séquence	00033-091	B
Interdit	00033-005	B

NUMERO DE ZONE: 00034	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

COMMUNE DU TRAVAILLEUR
(Label XML : WorkerCity)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Nom d'une commune.
Nom de la commune de domiciliation du travailleur.
Cette donnée ne peut plus être utilisée.

DOMAINE DE DEFINITION: S'il s'agit d'une commune belge, la valeur doit référer à un des noms qui correspond en annexe 23 au code postal indiqué dans la zone 00033 [Code postal du travailleur].

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 40

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit
FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Longueur incorrecte	00034-093	B
Non admis	00034-146	B
Erreur de cardinalité	00034-090	B
Erreur de séquence	00034-091	B
Interdit	00034-005	B

NUMERO DE ZONE: 00035	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

CODE PAYS DU TRAVAILLEUR
(Label XML : WorkerCountry)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Code permettant d'identifier un pays.
Code permettant d'identifier le pays où est domicilié le travailleur.
Cette donnée ne peut plus être utilisée.

DOMAINE DE DEFINITION: Voir Annexe 5 - Liste des codes pays.

REFERENCE LEGALE:

TYPE: Numérique
LONGUEUR: 5

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit
FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non numérique	00035-002	B
Longueur incorrecte	00035-093	B
Non admis	00035-146	B
Erreur de cardinalité	00035-090	B
Erreur de séquence	00035-091	B
Interdit	00035-005	B

NUMERO DE ZONE: 00119	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

NATIONALITÉ DU TRAVAILLEUR
(Label XML : Nationality)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Code indiquant la nationalité du travailleur.
 Cette donnée ne peut plus être utilisée.

DOMAINE DE DEFINITION: Voir Annexe 5 - Liste des codes pays.

REFERENCE LEGALE:

TYPE: Numérique

LONGUEUR: 5

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit

FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non numérique	00119-002	B
Longueur incorrecte	00119-093	B
Non admis	00119-146	B
Erreur de cardinalité	00119-090	B
Erreur de séquence	00119-091	B
Interdit	00119-005	B

NUMERO DE ZONE: 00167	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

NUMÉRO DE LA CARTE D'IDENTITÉ SOCIALE
(Label XML : SIS)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Numéro de la carte d'identité sociale d'une personne physique (SIS).

DOMAINE DE DEFINITION: Cette donnée ne peut plus être utilisée.
 Nombre de 10 chiffres.

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Numérique
LONGUEUR: 10

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit
FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non numérique	00167-002	B
Longueur incorrecte	00167-093	B
Non admis	00167-146	B
Erreur de cardinalité	00167-090	B
Erreur de séquence	00167-091	B
Interdit	00167-005	B

NUMERO DE ZONE: 00168	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

COMMUNE - LIEU DE NAISSANCE DU TRAVAILLEUR
(Label XML : WorkerBirthplace)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Nom d'une commune.
Nom de la commune du lieu de naissance de la personne physique.
Cette donnée ne peut plus être utilisée.

DOMAINE DE DEFINITION:

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 40

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit
FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Longueur incorrecte	00168-093	B
Non admis	00168-146	B
Erreur de cardinalité	00168-090	B
Erreur de séquence	00168-091	B
Interdit	00168-005	B

NUMERO DE ZONE: 00169	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

CODE PAYS DU LIEU DE NAISSANCE DU TRAVAILLEUR
(Label XML : WorkerBirthplaceCountry)

BLOC FONCTIONNEL: Personne physique - Modification
Code(s): 90220
Label(s) xml: NaturalPersonUpdate

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Code permettant d'identifier un pays.
Code permettant de déterminer de façon unique le pays du lieu de naissance de la personne physique.

DOMAINE DE DEFINITION: Cette donnée ne peut plus être utilisée.
Voir Annexe 5 - Liste des codes pays.

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Numérique
LONGUEUR: 5

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Interdit
FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non numérique	00169-002	B
Longueur incorrecte	00169-093	B
Non admis	00169-146	B
Erreur de cardinalité	00169-090	B
Erreur de séquence	00169-091	B
Interdit	00169-005	B

NUMERO DE ZONE: 00047	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

NOMBRE DE JOURS PAR SEMAINE DU RÉGIME DE TRAVAIL
(Label XML : WorkingDaysSystem)

BLOC FONCTIONNEL: Occupation de la ligne travailleur ONSSAPL - Modification

Code(s): 90317

Label(s) xml: NOSSLPAOccupationUpdate

DESCRIPTION: Si le régime de travail hebdomadaire est fixe, il s'agit du nombre de jours par semaine du travailleur. Le régime de travail est dit fixe lorsque le travailleur travaille un nombre fixe de jours par semaine. Il peut alors prendre les valeurs 1, 2, 3, 4, 5, 6 ou 7 jours/semaine. Si le régime de travail hebdomadaire est variable, il s'agit du nombre moyen de jours par semaine durant lesquels le travailleur est censé effectuer un travail en tenant compte des jours de travail présents dans un cycle complet de travail.

"Domaine de définition" est modifié:

DOMAINE DE DEFINITION: [1; 700] pour tous les travailleurs, sauf exceptions reprises ci-après.
0 si le travailleur est en interruption complète de la carrière professionnelle ou s'il s'agit d'un travailleur statutaire occupé dans le cadre d'une mesure de réorganisation du temps de travail pour laquelle il n'effectue aucune prestation (mesure de réorganisation = 504, 505, 513, 542, 543, 545, 546 ou 599).
[0; 700] pour un travailleur qui au cours du trimestre (ou de la partie de trimestre au cours de laquelle il était en service) n'a dû fournir aucune prestation (Justification des jours = 7) ou s'il s'agit d'un travailleur statutaire occupé dans le cadre d'une mesure de réorganisation du temps de travail pour laquelle il peut effectuer des prestations (mesure de réorganisation = 501, 502, 503, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 531, 541 ou 544).
500 pour un parent d'accueil (code travailleur 497 pour un employeur immatriculé à l'ONSS et 761 pour un employeur immatriculé à l'ONSSAPL).
En cas de conversion des prestations en régime 5 jours/semaine (uniquement pour les déclarations trimestrielles antérieures au troisième trimestre 2004), il doit être égal à 500.
Attention : les jours sont exprimés en centièmes de jours.
Exemples :
- 5 jours/semaine est exprimé sous la forme : 500.
- 2,66 jours/semaine est exprimé sous la forme : 266.

REFERENCE LEGALE:

TYPE: Numérique

LONGUEUR: 3

PRESENCE: Indispensable

FORMAT:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non présent	00047-001	B
Non numérique	00047-002	B
Pas dans le domaine de définition	00047-008	B
Longueur incorrecte	00047-093	B
Non admis	00047-146	B
Erreur de cardinalité	00047-090	B
Erreur de séquence	00047-091	B
Incompatible avec les prestations	00047-196	B

NUMERO DE ZONE: 00048	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

NOMBRE MOYEN D'HEURES PAR SEMAINE DU TRAVAILLEUR
(Label XML : MeanWorkingHours)

BLOC FONCTIONNEL: Occupation de la ligne travailleur ONSSAPL - Modification
Code(s): 90317
Label(s) xml: NOSSLPAOccupationUpdate

DESCRIPTION: Nombre moyen d'heures par semaine (exprimé en centièmes d'heures) pendant lesquelles le travailleur est censé effectuer un travail conformément à son contrat de travail, abstraction faite d'éventuelles suspension du contrat.
Pour un travailleur en interruption complète de la carrière professionnelle, ce nombre est égal à zéro.
Ce nombre peut également valoir 0 pour un travailleur qui au cours du trimestre (ou de la partie de trimestre au cours de laquelle il était en service) n'a dû fournir aucune prestation (Justification des jours = 7).
Le nombre moyen d'heures par semaine du travailleur divisé par le nombre moyen d'heures par semaine de la personne de référence définit la fraction d'occupation du travailleur.
Par personne de référence, on entend la personne occupée à temps plein dans la même entreprise ou, à défaut, dans la même branche d'activités, dans une fonction analogue.

"Domaine de définition" est modifié:

DOMAINE DE DEFINITION: [1;4800] pour tous les travailleurs, sauf exceptions reprises ci-après.
0 si le travailleur est en interruption complète de la carrière professionnelle ou s'il s'agit d'un travailleur statutaire occupé dans le cadre d'une mesure de réorganisation du temps de travail pour laquelle il n'effectue aucune prestation (mesure de réorganisation = 504, 505, 513, 542, 543, 545, 546 ou 599).
[0;4800] pour un travailleur qui au cours du trimestre (ou de la partie de trimestre au cours de laquelle il était en service) n'a dû fournir aucune prestation (Justification des jours = 7) ou s'il s'agit d'un travailleur statutaire occupé dans le cadre d'une mesure de réorganisation du temps de travail pour laquelle il peut effectuer des prestations (mesure de réorganisation = 501, 502, 503, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 531, 541 ou 544).
Attention : Les heures sont exprimées en centièmes d'heures.
Exemples :
. 38 heures 20 min. est exprimé sous la forme : 3833
. 38 heures est exprimé sous la forme : 3800

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Numérique
LONGUEUR: 4
PRESENCE: Indispensable
FORMAT:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non présent	00048-001	B
Non numérique	00048-002	B
Pas dans le domaine de définition	00048-008	B
Longueur incorrecte	00048-093	B
Non admis	00048-146	B
Erreur de cardinalité	00048-090	B
Erreur de séquence	00048-091	B

NUMERO DE ZONE: 00051	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

MESURE DE RÉORGANISATION DU TRAVAIL
(Label XML : ReorganisationMeasure)

"Bloc fonctionnel" est modifié:

BLOC FONCTIONNEL: Occupation de la ligne travailleur ONSSAPL - Modification; Mesures de réorganisation du travail simultanées - Informations

Code(s): 90317; 90438

DESCRIPTION:

Label(s) xml: NOSSLPAOccupationUpdate; ReorgMeasureInformation
Code qui indique que le travailleur est occupé dans le cadre d'une mesure de réduction du temps de travail, indépendamment du fait qu'une éventuelle réduction des cotisations afférente à la mesure est demandée.

Ce code est également utilisé pour indiquer que le travailleur accomplit des prestations de travail effectives pour lesquelles il reçoit une rémunération réduite.

"Domaine de définition" est modifié:

DOMAINE DE DEFINITION: Voir annexe 44 : Mesures de réorganisation du travail.
Cette zone ne peut avoir la valeur 599 si elle est dans le bloc 90438.

REFERENCE LEGALE:

TYPE: Numérique

LONGUEUR: 3

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Obligatoire si l'occupation du travailleur est effectuée dans le cadre d'une mesure de réorganisation du travail susmentionnée.

Indispensable lorsque cette donnée est reprise dans le bloc 90438.

FORMAT:

"Code anomalie sur accusé de réception" est modifié:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non présent	00051-001	B
Non numérique	00051-002	B
Interdit	00051-005	B
Pas dans le domaine de définition	00051-008	B
Longueur incorrecte	00051-093	B
Non admis	00051-146	B
Erreur de cardinalité	00051-090	B
Erreur de séquence	00051-091	B
Incompatibilité code travailleur	00051-030	B

NUMERO DE ZONE: 00823	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

DATE DU PREMIER OCTROI DE L'INDEMNITÉ COMPLÉMENTAIRE
(Label XML : FirstComplIndemnityDate)

BLOC FONCTIONNEL: Indemnité complémentaire
Code(s): 90336
Label(s) xml: ComplementaryIndemnity

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION:

Date à laquelle la première indemnité complémentaire a été octroyée en complément d'une allocation de RCC, de chômage ou d'interruption de carrière ou date à laquelle le RCC prend cours.

"Domaine de définition" est modifié:

DOMAINE DE DEFINITION:

Pour les RCIC (code travailleur 883 ou 885), la date ne peut pas être antérieure au 01/01/2006.
Pour les RCC (code travailleur 879 pour l'ONSS ou 771 pour l'ONSS APL), la date ne peut pas être antérieure au 01/03/1995.

REFERENCE LEGALE:

TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 10
PRESENCE: Indispensable
FORMAT: AAAA-MM-JJ
· AAAA est l'année
· MM est le mois
· JJ est le jour

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non présent	00823-001	B
Invalide	00823-003	B
Pas dans le domaine de définition	00823-008	B
Erreur de cardinalité	00823-090	B
Erreur de séquence	00823-091	B
Longueur incorrecte	00823-093	B
Non admis	00823-146	B

NUMERO DE ZONE: 00827	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

NOTION DE REMPLACEMENT CONFORME
(Label XML : ReplacementAccordanceWCCNotion)

BLOC FONCTIONNEL: Indemnité complémentaire
Code(s): 90336
Label(s) xml: ComplementaryIndemnity

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Notion signalant si le travailleur en interruption de carrière à mi-temps sur base d'une CCT sectorielle et non dispensé de prestations est remplacé conformément à une CCT ou pas, ou signalant si un travailleur en RCC pour lequel la cotisation compensatoire est due, est remplacé par un chômeur complet indemnisable depuis un an.
 Pour l'ONSS APL, cette donnée n'est pas utilisée; on considère donc que cette notion n'est pas d'application.

DOMAINE DE DEFINITION: 0 = si le travailleur n'est pas remplacé
 1 = si le travailleur est remplacé
 9 = pas d'application
 Seule la valeur 9 est autorisée.

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 1
PRESENCE: Indispensable

FORMAT:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non présent	00827-001	B
Pas dans le domaine de définition	00827-008	B
Pas d'application	00827-053	B
Erreur de cardinalité	00827-090	B
Erreur de séquence	00827-091	B
Longueur incorrecte	00827-093	B
Non admis	00827-146	B

NUMERO DE ZONE: 00853	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

MESURES PRÉVUES EN CAS DE REPRISE DU TRAVAIL
(Label XML : ResumptionOfWorkMeasure)

BLOC FONCTIONNEL: Indemnité complémentaire
Code(s): 90336
Label(s) xml: ComplementaryIndemnity

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Code qui précise ce qui est prévu dans la convention en ce qui concerne le maintien du paiement des indemnités complémentaires en cas de reprise du travail. Pour les bénéficiaires d'allocations de chômage, la convention conclue avant le 1/1/2008, ne doit pas prévoir explicitement l'interruption du paiement des indemnités en 2006-2007 et, à partir du 1er janvier 2008, la convention doit prévoir explicitement le maintien du paiement. Pour les travailleurs en RCC, lorsque l'employeur ne relève pas de la loi de 68 sur les CCT, l'accord collectif ou d'entreprise doit prévoir explicitement le maintien du paiement et dans les autres cas, la convention ne doit pas déroger à la CCT 17 tricies du CNT en ce qui concerne le maintien du paiement.

DOMAINE DE DEFINITION: 0 = la convention ou l'accord ne satisfait pas aux conditions requises en matière de reprise du travail
1 = la convention ou l'accord satisfait aux conditions requises en matière de reprise du travail
9 = pas d'application

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 1
PRESENCE: Obligatoire si la déclaration concerne un trimestre postérieur ou égal au 1/2007
FORMAT:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non présent	00853-001	B
Pas dans le domaine de définition	00853-008	B
Pas d'application	00853-053	B
Erreur de cardinalité	00853-090	B
Erreur de séquence	00853-091	B
Longueur incorrecte	00853-093	B
Non admis	00853-146	B

NUMERO DE ZONE: 00949	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

TYPE DE DÉBITEUR
(Label XML : DebtorType)

BLOC FONCTIONNEL: Indemnité complémentaire

Code(s): 90336

Label(s) xml: ComplementaryIndemnity

DESCRIPTION: Cette zone signale le type de débiteur des cotisations qui fait la déclaration.

"Domaine de définition" est modifié:

DOMAINE DE DEFINITION: 0 = l'employeur est le seul débiteur
1 = l'employeur est le débiteur principal et seul à faire la déclaration
2 = le fonds ou un autre tiers est le seul débiteur
3 = le fonds ou un autre tiers est le débiteur principal et seul à faire la déclaration
4 = Il y a ou il y a eu plusieurs débiteurs déclarants et c'est l'employeur qui fait la présente déclaration
5 = il y a ou il y a eu plusieurs débiteurs déclarants et c'est le fonds ou un autre tiers qui fait la présente déclaration
NB : Quand un Fonds est débiteur principal pour la retenue mais que les cotisations patronales sont versées par plusieurs débiteurs, la valeur 3 sera mentionnée sauf s'il y a application de minima.

REFERENCE LEGALE:

TYPE: Alphanumérique

LONGUEUR: 1

PRESENCE: Indispensable

FORMAT:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non présent	00949-001	B
Pas dans le domaine de définition	00949-008	B
Erreur de cardinalité	00949-090	B
Erreur de séquence	00949-091	B
Longueur incorrecte	00949-093	B
Non admis	00949-146	B

NUMERO DE ZONE: 00951	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

DATE DE NOTIFICATION DU PRÉAVIS
(Label XML : NoticeDate)

BLOC FONCTIONNEL: Indemnité complémentaire
Code(s): 90336
Label(s) xml: ComplementaryIndemnity

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION:

Date à laquelle un préavis a été notifié au travailleur en RCC ou en RCIC - chômage ou date de rupture de son contrat moyennant le paiement d'une indemnité de rupture ou date à laquelle le contrat de travail a pris fin si ce n'est pas suite à un licenciement.

DOMAINE DE DEFINITION:

La date doit être supérieure au 01/01/1990 et inférieure à la date de premier octroi de l'indemnité.

REFERENCE LEGALE:

TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 10

"Présence" est modifiée:

PRESENCE:

Obligatoire si la déclaration concerne un RCC qui n'est pas à mi-temps ou un RCIC - chômage à partir de 2010/2, pour autant que la date de premier octroi de l'indemnité complémentaire soit postérieure ou égale au 01/04/2010.

FORMAT:

AAAA-MM-JJ
 · AAAA est l'année
 · MM est le mois
 · JJ est le jour

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non présent	00951-001	B
Invalide	00951-003	B
Pas dans le domaine de définition	00951-008	B
Pas d'application	00951-053	NP
Erreur de cardinalité	00951-090	B
Erreur de séquence	00951-091	B
Longueur incorrecte	00951-093	B
Non admis	00951-146	B
Incompatible avec la date de premier octroi de l'indemnité	00951-372	NP

NUMERO DE ZONE: 00952	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

NOTION D'ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ OU EN RESTRUCTURATION
(Label XML : AilingOrReorgCompanyNotion)

BLOC FONCTIONNEL: Indemnité complémentaire
Code(s): 90336
Label(s) xml: ComplementaryIndemnity

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Notion signalant si l'entreprise qui a licencié le bénéficiaire d'indemnité complémentaire de RCC était reconnue comme étant en difficulté ou en restructuration au moment de l'octroi de la première indemnité complémentaire.

"Domaine de définition" est modifié:

DOMAINE DE DEFINITION: 0 = l'entreprise n'est pas reconnue en difficulté, ni en restructuration
1 = l'entreprise est ou a été reconnue en difficulté
2 = l'entreprise est ou a été reconnue en restructuration (sauf 3)
3 = l'entreprise est ou a été assimilée à une entreprise en difficulté (licenciement collectif sur base de l'art .18,§7, alinéa 4 de l'AR du 03/05/2007)

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 1

"Présence" est modifiée:

PRESENCE: Obligatoire si la déclaration concerne un RCC et que l'entreprise est reconnue en difficulté ou en restructuration au moment du premier octroi de l'indemnité complémentaire versée au travailleur.

FORMAT:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Pas dans le domaine de définition	00952-008	B
Erreur de cardinalité	00952-090	B
Erreur de séquence	00952-091	B
Longueur incorrecte	00952-093	B
Non admis	00952-146	B
Incompatible avec la date de premier octroi de l'indemnité	00952-372	B

NUMERO DE ZONE: 00953	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

DATE DE DÉBUT DE RECONNAISSANCE
(Label XML : AcknowledgementStartDate)

BLOC FONCTIONNEL: Indemnité complémentaire
Code(s): 90336
Label(s) xml: ComplementaryIndemnity

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION:

Date à partir de laquelle l'entreprise qui a licencié le bénéficiaire d'indemnité complémentaire dans le cadre d'un RCC ou d'un RCIC était reconnue comme étant en difficulté ou en restructuration.

DOMAINE DE DEFINITION:

Cette date doit être comprise entre le 01/01/1990 et la date civile de fin du trimestre concerné.

REFERENCE LEGALE:

TYPE:

Alphanumérique

LONGUEUR:

10

"Présence" est modifiée:

PRESENCE:

Obligatoire si la zone "notion d'entreprise en difficulté ou en restructuration" (00952) est à 1, 2 ou 3.

FORMAT:

AAAA-MM-JJ
 · AAAA est l'année
 · MM est le mois
 · JJ est le jour

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non présent	00953-001	B
Invalide	00953-003	B
Pas dans le domaine de définition	00953-008	B
Pas d'application	00953-053	NP
Erreur de cardinalité	00953-090	B
Erreur de séquence	00953-091	B
Longueur incorrecte	00953-093	B
Non admis	00953-146	B

NUMERO DE ZONE: 00954	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

DATE DE FIN DE RECONNAISSANCE
(Label XML : AcknowledgementEndDate)

BLOC FONCTIONNEL: Indemnité complémentaire
Code(s): 90336
Label(s) xml: ComplementaryIndemnity

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION:

Date à partir de laquelle l'entreprise qui a licencié le bénéficiaire d'indemnité complémentaire dans le cadre d'un RCC ou d'un RCIC n'est plus reconnue comme étant en difficulté ou en restructuration.

DOMAINE DE DEFINITION:

Cette date doit être postérieure à la date de début de reconnaissance.

REFERENCE LEGALE:

TYPE:

Alphanumérique

LONGUEUR:

10

"Présence" est modifiée:

PRESENCE:

Obligatoire si la zone "notion d'entreprise en difficulté ou en restructuration" (00952) est à 1, 2 ou 3.

FORMAT:

AAAA-MM-JJ
 · AAAA est l'année
 · MM est le mois
 · JJ est le jour

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non présent	00954-001	B
Invalide	00954-003	B
Pas dans le domaine de définition	00954-008	B
Pas d'application	00954-053	NP
Erreur de cardinalité	00954-090	B
Erreur de séquence	00954-091	B
Longueur incorrecte	00954-093	B
Non admis	00954-146	B

NUMERO DE ZONE: 00892	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

NOTION DE CAPITALISATION
(Label XML : CapitalizationNotion)

BLOC FONCTIONNEL: Indemnité complémentaire - Cotisation
Code(s): 90337
Label(s) xml: ComplIndemnityContribution

"Description" est modifiée:

DESCRIPTION: Notion signalant que le débiteur déclare les cotisations sur les indemnités complémentaires en une seule fois ou pas, ou le fait partiellement quand un débiteur verse anticipativement les indemnités complémentaires en quelques tranches ou qu'un des débiteurs capitalise sa part ou, pour les RCC ou RCIC débutant à partir du 1er avril 2010, qu'il ne les verse pas jusqu'à l'âge de la pension ou qu'il ne les verse pas mensuellement.

DOMAINE DE DEFINITION: 0 = pas de capitalisation
1 = capitalisation complète
2 = capitalisation partielle

REFERENCE LEGALE:
TYPE: Alphanumérique
LONGUEUR: 1
PRESENCE: Facultative
FORMAT:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Pas dans le domaine de définition	00892-008	B
Erreur de cardinalité	00892-090	B
Erreur de séquence	00892-091	B
Longueur incorrecte	00892-093	B
Non admis	00892-146	B

NUMERO DE ZONE: 00959	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

MOIS INCOMPLET - RAISON
(Label XML : IncompleteMonthReason)

BLOC FONCTIONNEL: Indemnité complémentaire - Cotisation

Code(s): 90337

Label(s) xml: ComplIndemnityContribution

DESCRIPTION: Donne une justification du fait que le nombre de jours corresponde à un mois incomplet.

"Domaine de définition" est modifié:

DOMAINE DE DEFINITION: 0 = Mois complet
1 = Mois incomplet suite à une reprise de travail ou un arrêt de la reprise de travail
2 = Mois incomplet suite à un début ou une fin de RCC ou RCIC en milieu de mois
3 = Mois incomplet suite à la prise de jours de vacances couverts par un pécule
4 = Changement de débiteur dans le courant d'un mois

REFERENCE LEGALE:

TYPE: Numérique

LONGUEUR: 1

PRESENCE: Facultative

FORMAT:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non numérique	00959-002	B
Pas dans le domaine de définition	00959-008	B
Erreur de cardinalité	00959-090	B
Erreur de séquence	00959-091	B
Longueur incorrecte	00959-093	B
Non admis	00959-146	B
Pas d'application	00959-053	B

NUMERO DE ZONE: 01030	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

POURCENTAGE DE LA MESURE DE RÉORGANISATION DU TRAVAIL
(Label XML : ReorganisationMeasurePercentage)

BLOC FONCTIONNEL: Mesures de réorganisation du travail simultanées - Informations
Code(s): 90438
Label(s) xml: ReorgMeasureInformation

DESCRIPTION: Il s'agit du pourcentage (exprimé en centième de pourcents) indiquant la proportion dans laquelle la mesure de réorganisation intervient par rapport au total des absences.

DOMAINE DE DEFINITION: [1;9999]

REFERENCE LEGALE:

TYPE: Numérique
LONGUEUR: 4
PRESENCE: Indispensable
FORMAT:

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non présent	01030-001	B
Non numérique	01030-002	B
Pas dans le domaine de définition	01030-008	B
Pourcentage total incorrect	01030-440	B
Erreur de cardinalité	01030-090	B
Erreur de séquence	01030-091	B
Longueur incorrecte	01030-093	B
Non admis	01030-146	B

DmfA APL PPO Update - Annexe numéro 28: Liste des codes travailleur pour lesquels des cotisations sont dues APL
Version: 2012/2

Date de publication:

29/05/2012

L'annexe est modifiée: Vous trouverez le détail des modifications -en gras- dans les documents Word et PDF

Contenu de l'annexe: 



AN2012-2-FR28.pdf



AN2012-2-FR28.doc



AN2012-2-FR28.xls



AN2012-2-FR28.txt



AN2012-2-FR28.xml

Information intermédiaire:

Code APL	Libellé	Code ONSS	Code présence	Type de travailleur	Date de début de validité	Date de fin de validité
101	Travailleurs manuels contractuels	15	3	1	01/01/1900	01/01/9999
102	Travailleurs manuels contractuels qui remplacent un travailleur qui a choisi la semaine volontaire de 4 jours - loi du 10.4.1995 relative à la redistribution du temps de travail dans le secteur public	15		1	01/01/1900	01/01/9999
103	Travailleurs manuels contractuels - détachés syndicaux	15	3	1	01/07/2009	01/01/9999
104	Travailleurs manuels contractuels - travailleurs handicapés occupés dans un atelier protégé	12	3	1	01/07/2009	01/01/9999
111	Travailleurs manuels ACS - CONTINGENT	24	3	1	01/01/1900	01/01/9999
112	Travailleurs manuels ACS - PROJETS	24	3	1	01/01/1900	01/01/9999
113	Travailleurs manuels ACS - administrations publiques	24	3	1	01/01/1900	01/01/9999
121	Travailleurs manuels exonérés des cotisations patronales engagés dans le cadre de l'article 60 para 7 de la loi organique des CPAS du 08.07.1976 - loi du 22.12.1995 concernant le plan pluriannuel pour l'emploi	090	3	1	01/01/1900	01/01/9999
131	Travailleurs manuels - jeunes jusqu'au 4ème trimestre de l'année de leur 18 ans, soumis à l'obligation scolaire à temps partiel - art. 5bis de l'AR du 28.11.1969	27	3	1	01/01/1900	01/01/9999
132	Travailleurs manuels - jeunes entre 18 et 25 ans occupés dans le cadre d'un système associant le travail et la formation - AR n° 495 du 31.12.1986	15	3	1	01/01/1900	30/06/2007
133	Travailleurs manuels - jeunes jusqu'au 4ème trimestre de l'année de leur 18 ans, mis au travail en vertu d'une convention d'insertion socioprofessionnelle reconnue - art. 4 de l'AR du 28.11.1969	35	3	1	01/01/1900	01/01/9999
201	Travailleurs intellectuels contractuels	495	3	2	01/01/1900	01/01/9999
202	Travailleurs intellectuels contractuels qui remplacent un travailleur qui a choisi la semaine volontaire de 4 jours - loi du 10.04.1995 relative à la redistribution du temps de travail dans le secteur public	495	3	2	01/01/1900	01/01/9999
203	Travailleurs intellectuels contractuels - détachés syndicaux	495	3	2	01/07/2009	01/01/9999
204	Travailleurs intellectuels contractuels - travailleurs handicapés occupés dans un atelier protégé	492	3	2	01/07/2009	01/01/9999
211	Travailleurs intellectuels ACS - CONTINGENT	484	3	2	01/01/1900	01/01/9999
212	Travailleurs intellectuels ACS - PROJETS	484	3	2	01/01/1900	01/01/9999
213	Travailleurs intellectuels ACS - administrations publiques	484	3	2	01/01/1900	01/01/9999

Code APL	Libellé	Code ONSS	Code présence	Type de travailleur	Date de début de validité	Date de fin de validité
221	Travailleurs intellectuels exonérés des cotisations patronales engagés dans le cadre de l'article 60 § 7 de la loi organique des CPAS du 08.07.1976 - loi du 22.12.1985 concernant le plan pluriannuel pour l'emploi	400	3	2	01/01/1900	01/01/9999
231	Travailleurs intellectuels - jeunes jusqu'au 4ème trimestre de l'année de leur 18 ans, soumis à l'obligation scolaire à temps partiel - art. 5bis de l'AR du 28.11.1969	487	3	2	01/01/1900	01/01/9999
232	Travailleurs intellectuels - jeunes entre 18 et 25 ans occupé dans le cadre d'un système associant le travail et la formation - AR n° 495 du 31.12.1986	495	3	2	01/01/1900	30/06/2007
233	Travailleurs intellectuels - jeunes jusqu'au 4ème trimestre de l'année de leur 18 ans, mis au travail en vertu d'une convention d'insertion socioprofessionnelle reconnue - art. 4 de l'AR du 28.11.1969	439	3	2	01/01/1900	01/01/9999
251	Médecins en formation de spécialiste - art. 15bis de l'AR du 28.11.1969	403	3	2	01/01/1900	01/01/9999
252	Médecins contractuels exonérés des cotisations de sécurité sociale en vertu de l'art. 1, § 3 de la loi du 27.06.1969	402	3	2	01/01/1900	01/01/9999
301	Cotisations pension de base - fonds de pension solidarisé - ex-régime commun	/	2	10	01/01/2012	01/01/9999
302	Cotisations pension de base - fonds de pension solidarisé - ex-régime des nouveaux affiliés + nouveaux adhérents au taux supérieur	/	2	10	01/01/2012	01/01/9999
303	Cotisations pension de base - fonds de pension solidarisé - police locale	/	2	10	01/01/2012	01/01/9999
304	Cotisations pension de base - fonds de pension solidarisé - nouveaux adhérents au taux inférieur	/	2	10	01/01/2012	01/01/9999
306	Cotisations pension de base - fonds de pension solidarisé - ex-institution de prévoyance au taux spécifique	/	2	10	01/01/2012	31/12/2015
601	Définitifs	675	3	3	01/01/1900	01/01/9999
602	Définitifs - pas de cotisation allocations familiales à l'ONSSAPL (uniquement les CER et SDR)	675	3	3	01/01/1900	31/12/2006
603	Définitifs - détachés syndicaux	675	3	3	01/07/2009	01/01/9999
604	Définitifs - travailleurs handicapés occupés dans un atelier protégé	675	3	3	01/07/2009	01/01/9999

Code APL	Libellé	Code ONSS	Code présence	Type de travailleur	Date de début de validité	Date de fin de validité
642	Médecins définitifs soumis aux cotisations de sécurité sociale et qui, sur base de l'art. 158 de la loi relative aux hôpitaux du 10-07-2008, n'ont pas de droit à une pension publique	675	3	3	01/01/1900	01/01/9999
651	Médecins définitifs exonérés des cotisations de sécurité sociale sur base de l'art. 1er, § 3 de la loi du 27.6.1969 et qui, sur base de l'art. 158 de la loi relative aux hôpitaux du 10-07-2008, ont droit à une pension publique	690	3	3	01/01/1900	01/01/9999
652	Médecins définitifs exonérés des cotisations de sécurité sociale sur base de l'art. 1, § 3 de la loi de 27.06.1969 et qui, sur base de l'art. 158 de la loi relative aux hôpitaux du 10-7-2008, n'ont pas de droit à une pension publique	691	3	3	01/01/1900	01/01/9999
671	Cotisation pour le personnel statutaire - Régime assurance maladie invalidité	876	1	8	01/01/1900	01/01/9999
672	Cotisation pour le personnel statutaire licencié - régime chômage	877	1	8	01/01/1900	01/01/9999
701	Etudiants exonérés en vertu de l'article 17bis de l'AR du 28.11.1969	840	1	7	01/01/1900	01/01/9999
702	Moniteurs et animateurs d'activités socio-culturelles exonérés sur base de l'article 17 de l'AR du 28.11.1969	699	3	6	01/01/1900	01/01/9999
711	Ministres des cultes et conseillers laïcs - art. 13 de l'AR du 28.11.1969	675	3	6	01/01/1900	01/01/9999
721	Mandataires locaux non protégés - article 19, § 4 de la nouvelle loi communale	404	3	6	01/01/1900	01/01/9999
722	Mandataires locaux protégés	405	3	6	01/01/2010	01/01/9999
731	Pompiers volontaires - travailleurs manuels	091	3	6	01/01/1900	01/01/9999
732	Pompiers volontaires - travailleurs intellectuels	401	3	6	01/01/1900	01/01/9999
741	Artistes	46	3	4	01/01/1900	01/01/9999
761	Parents d'accueil reconnus	497	3	5	01/04/2003	01/01/9999
771	Chômeurs avec complément d'entreprise (RCC)	879	1	15	01/04/2010	01/01/9999
842	Cotisation régime de pension complémentaire contractuels	835	2	10	01/01/2010	01/01/9999
843	Cotisation régime de pension complémentaire - contractuels - Anvers	835	2	10	01/01/2010	01/01/9999
845	Cotisation pour le Service Social Collectif de l'ONSSAPL	/	2	12	01/01/2005	01/01/9999
846	Cotisation pour le Service Social Collectif de la police	/	2	12	01/01/2005	01/01/9999
847	Cotisation pour le Service Social Collectif - Flandre	/	2	12	01/01/2010	01/01/9999

Code APL	Libellé	Code ONSS	Code présence	Type de travailleur	Date de début de validité	Date de fin de validité
851	Cotisation spéciale due sur les réserves constituées par les employeurs en vue de la formation d'une pension extra-légale	851	5	9	01/01/1900	30/09/2011
855	Cotisation du chômage de 1,69 % (AR 401)	/	2	9	01/01/1900	01/01/9999
856	Cotisation spéciale destinée au financement de la sécurité sociale (loi du 30.03.1994 portant financement de la sécurité sociale)	/	2	9	01/01/1900	01/01/9999
857	Cotisation de chômage de 1,60 % (AR 401)	/	2	9	01/07/2009	01/01/9999
861	Cotisation de solidarité sur les participations aux bénéfices	861	5	9	01/01/2010	01/01/9999
862	Cotisation de solidarité pour l'usage d'un véhicule de société à des fins privées ou pour le déplacement domicile-lieu de travail	862	4	14	01/01/2005	01/01/9999
864	Cotisation spéciale due sur les versements effectués par les employeurs pour la constitution d'une pension extra-légale ; versements directs aux ex-travailleurs	864	5	9	01/10/2011	01/01/9999
865	Cotisation spéciale due sur les versements effectués par les employeurs pour la constitution d'une pension extra-légale ; versements dans le cadre d'un plan d'entreprise	865	5	9	01/10/2011	01/01/9999
870	Cotisation due sur le (double) pécule de vacances à l'exception des mandataires et du personnel de police contractuel	/	5	9	01/01/1900	01/01/9999
871	Cotisation due sur le (double) pécule de vacances des mandataires et du personnel de police contractuel	/	5	9	01/01/2005	01/01/9999
872	Cotisation patronale spéciale réduite pour un travailleur bénéficiant du chômage avec complément d'entreprise (RCC) - secteur non marchand - à partir du 01/04/2012	277	2	15	01/04/2012	01/01/9999
873	Cotisation patronale spéciale pour un travailleur bénéficiant du régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC) - fixée sur base de l'âge au début du RCC - à partir du 01/04/2012	276	2	15	01/04/2012	01/01/9999
874	Cotisation patronale spéciale réduite pour un travailleur bénéficiant du chômage avec complément d'entreprise (RCC) - période de reconnaissance comme entreprise en restructuration - à partir du 01/04/2012	278	2	15	01/04/2012	01/01/9999
879	Cotisation patronale spéciale pour un travailleur bénéficiant du chômage avec complément d'entreprise (RCC) - dégressive en fonction de l'âge - à partir du 01/04/2010	270	2	15	01/04/2010	01/01/9999
880	Cotisation patronale spéciale réduite pour un travailleur bénéficiant du chômage avec complément d'entreprise (RCC) - secteur non marchand - à partir du 01/04/2010	271	2	15	01/04/2010	01/01/9999

Code APL	Libellé	Code ONSS	Code présence	Type de travailleur	Date de début de validité	Date de fin de validité
881	Cotisation patronale spéciale pour un travailleur bénéficiant du chômage avec complément d'entreprise (RCC) - fixée sur base de l'âge au début de la RCC - à partir du 01/04/2010	273	2	15	01/04/2010	01/01/9999
882	Cotisation patronale spéciale réduite pour un travailleur bénéficiant du chômage avec complément d'entreprise (RCC) - période de reconnaissance comme entreprise en difficulté	274	2	15	01/04/2010	01/01/9999
884	Cotisation patronale spéciale réduite pour un travailleur bénéficiant du chômage avec complément d'entreprise (RCC) - période de reconnaissance comme entreprise en restructuration - à partir du 01/04/2010	275	2	15	01/04/2010	01/01/9999
886	Retenue personnelle pour un travailleur bénéficiant du chômage avec complément d'entreprise (RCC)	295	2	15	01/04/2010	01/01/9999
889	Cotisation de solidarité sur les amendes de circulation remboursées par l'employeur	889	2	9	01/01/2009	01/01/9999
891	Cotisation pension personnel nommé régime commun des pensions	/	2	10	01/01/1900	31/12/2011
892	Cotisation pension personnel nommé régime des nouveaux affiliés	/	2	10	01/01/1900	31/12/2011
893	Cotisation pension personnel nommé de la police locale intégrée	/	2	10	01/01/1900	31/12/2011
894	Cotisation pension - personnel nommé - détachés syndicaux	/	2	11	01/07/2009	01/01/9999
896	Cotisation du chômage de 1,69 % (AR 401) - détachés syndicaux	/	2	11	01/07/2009	01/01/9999
897	Cotisations de sécurité sociale - détachés syndicaux	/	2	11	01/07/2009	01/01/9999
898	Cotisations sur indemnité pour période d'incapacité temporaire en raison d'une maladie professionnelle reconnue	/	2	13	01/01/1900	01/01/9999
899	Exonération complète des cotisations	/	2	11	01/01/1900	01/01/9999

Commentaire code présence

1 = uniquement autorisé pour le code travailleur (zone 00037)

2 = uniquement autorisé pour le code travailleur cotisation (zone 00082)

3 = autorisé pour le code travailleur (zone 00037) et le code travailleur cotisation (zone 00082)

4 = uniquement autorisé pour le code travailleur pour une cotisation non liée à une personne physique (zone 00020)

5 = autorisé pour le code travailleur cotisation (zone 00082) et le code travailleur pour une cotisation non liée à une personne physique (zone 00020)

Commentaire Type de travailleur

- 1 Ouvrier
- 2 Employé
- 3 Statutaire
- 4 Artiste
- 5 Parent d'accueil reconnu
- 6 Autre cotisation ordinaire
- 7 Etudiant
- 8 Statutaire licencié
- 9 Cotisation supplémentaire
- 10 Cotisation de pension
- 11 Cotisation non due
- 12 Autres cotisations spéciales
- 13 Maladies professionnelles
- 14 Cotisation non liée à une personne physique
- 15 Prépensionné

Date de publication:

29/05/2012

L'annexe est modifiée: Vous trouverez le détail des modifications -en gras- dans les documents Word et PDF

Contenu de l'annexe: 



AN2012-1-FR32.pdf



AN2012-1-FR32.doc



AN2012-1-FR32.xls



AN2012-1-FR32.txt



AN2012-1-FR32.xml

Information intermédiaire:

Déclaration Risque Social - salaire exact

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
21	21	Avantages non soumis aux cotisations ONSS ordinaires	NO	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
30	30	Salaire garanti deuxième semaine	NO	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
31	31	Indemnité CCT 12bis/13bis	NO	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
32	32	Rémunération nette programme d'activation	NO	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
33	33	Rémunération brute pour un travailleur à temps partiel bénéficiant d'une allocation de garantie de revenus	NO	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999

Indemnités assujetties à une cotisation spéciale

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
770	10	Avantage pour l'utilisation individuelle et personnelle d'un véhicule mis à disposition par un employeur	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
780	20	Participations aux bénéfices	YES	YES	2010/1	9999/4	01/01/2010	31/12/9999
790	20	Versements d'employeurs pour la constitution d'une pension extralégale au profit des membres de leur personnel ou de leurs ayants-droit	YES	YES	2004/3	2011/3	01/01/1900	30/09/2011
791	20	Amendes de circulation remboursées par l'employeur	YES	YES	2009/1	9999/4	01/01/2009	31/12/9999
792	20	Versements directs d'une pension extra-légale au profit des travailleurs qui sortent de service (en raison de mise à la retraite)	YES	YES	2011/4	9999/4	01/10/2011	31/12/9999
793	20	Versements effectués par les employeurs pour la constitution d'une pension extra-légale dans le cadre d'un plan d'entreprise	YES	YES	2011/4	9999/4	01/10/2011	31/12/9999
794	20	Tranche de rémunération inférieure ou égale au montant plafond pour versements des employeurs en vue de la constitution d'une pension extra-légale – Anvers	YES	YES	2010/1	9999/4	01/01/2010	31/12/9999
795	20	Tranche de rémunération supérieure au montant plafond pour versements des employeurs en vue de la constitution d'une pension extra-légale – Anvers	YES	YES	2010/1	9999/4	01/01/2010	31/12/9999

Indemnités pour rupture unilatérale de la relation de travail

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
130	3	Indemnité pour rupture unilatérale de la relation de travail - exprimé en temps de travail (concerne le personnel non nommé)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
131	4	Indemnité pour rupture unilatérale de la relation de travail - pas exprimé en temps de travail (concerne le personnel non nommé)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
132	9	Indemnité pour rupture unilatérale de la relation de travail - exprimé en temps de travail (concerne le personnel nommé)	YES	YES	2005/1	9999/4	01/01/2005	31/12/9999

Indemnités supplémentaires de nature générale

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
401	20	Allocation horaire pour des prestations de service supplémentaires non récupérable - exonérée	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
403	20	Cadeaux en nature, en espèces ou en chèques sous les conditions de l'art.19, §2, 14° AR 28-11-1969, et réduction du prix des produits ou services sous les conditions de l'art. 19, §2, 19° de l'AR du 28-11-1969	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
404	20	Avantages en nature ou sous la forme de chèques - lien avec prestations fournies du trimestre - exonérés	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
406	20	Avantages en nature ou sous la forme de chèques - sans lien avec les prestations du trimestre - exonérés	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
408	20	Montant de la part de l'employeur dans les chèques repas sous les conditions de l'article 19bis, §2 de l'AR du 28-11-1969	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
409	20	Montant de la part du travailleur dans les chèques repas sous les conditions de l'article 19bis, §2 de l'AR du 28-11-1969	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
417	20	Prime de fin d'année - exonérée	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
421	20	Allocation de foyer / résidence - exonérée	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
422	20	Allocation de diplôme - exonérée	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
423	20	Indemnité pour connaissance 2e langue - exonérée	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
424	20	Allocation pour fonctions supérieures - exonérée	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
433	20	Autres allocations et primes - Pas de lien avec les prestations du trimestre - exonérées	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
434	20	Autres allocations et primes - liées aux prestations du trimestre - exonérées	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
435	20	Allocation pour prestations de nuit – exonérée de cotisations de sécurité sociale – pas de cotisations de pension	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
436	20	Allocation pour prestations de week-end et jours fériés – exonérée de cotisations de sécurité sociale – pas de cotisations de pension	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
437	20	Indemnité de garde - exonérée	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
440	20	Indemnités pour le travailleur lorsque l'employeur ne respecte pas ses obligations légales, contractuelles ou statutaires (par exemple indemnité de licenciement pour travailleur protégé)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
441	20	Indemnité de vêtements, logement, frais de déplacement et de séjour (par exemple frais de l'employeur = remboursement du prix ou mise à disposition de vêtements de travail, équipement ou transport)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
442	20	Frais de déplacement de et vers le lieu de travail	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
443	20	Montant octroyé en raison d'une affiliation à une organisation syndicale reconnue	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
444	20	Supplément à un avantage de sécurité sociale pour une autre raison qu'une indemnité suite à une maladie ou un accident (ex: prime d'encouragement interruption de carrière, prime d'assurance hospitalisation)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
452	20	Prime accordée au travailleur qui prend un départ anticipé à mi-temps (loi du 10-04-1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
454	20	Indemnité accordée aux ordonneurs, gardes, conservateurs, fossoyeurs, brigadiers-fossoyeurs, porteurs aux services des sépultures, préposés aux dépôts mortuaire et à la morgue – exonérée de cotisations de sécurité sociale – cotisations de pension	YES	YES	2005/1	9999/4	01/01/2005	31/12/9999
490	20	Rente pour incapacité de travail permanente (totale ou partielle) suite à un accident de travail ou une maladie professionnelle	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
801	1	Allocation horaire pour des prestations de services supplémentaires non récupérables - soumise	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
804	1	Avantages en nature ou sous la forme de chèques - lien avec prestations fournies du trimestre - soumis	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
806	2	Avantages en nature ou sous la forme de chèques - sans lien avec les prestations du trimestre - soumis	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
817	2	Prime de fin d'année - soumise	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
821	1	Allocation de foyer / résidence - soumise	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
822	1	Allocation de diplôme - soumise	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
823	1	Indemnité pour connaissance 2e langue - soumise	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
824	1	Allocation pour fonctions supérieures - soumise	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
833	2	Autres allocations et primes - pas de lien avec les prestations du trimestre - soumises	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
834	1	Autres allocations et primes - liées aux prestations du trimestre - soumises	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
835	1	Allocation pour prestations de nuit – soumise aux cotisations de sécurité sociale – pas de cotisations de pension	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
836	1	Allocation pour prestations de week-end et jours fériés - soumise aux cotisations de sécurité sociale – pas de cotisations de pension	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
837	1	Indemnité de garde - soumise	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
851	5	Supplément de traitement accordé au travailleur qui a choisi la semaine volontaire de 4 jours (loi du 10-04-1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
853	1	Prime accordée au personnel infirmier, soignant et assimilé dans le cadre de l'aménagement de fin de carrière (AR du 23-09-2002)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
854	1	Indemnité accordée aux ordonnateurs, gardes, conservateurs, fossoyeurs, brigadiers-fossoyeurs, porteurs aux services des sépultures, préposés aux dépôts mortuaire et à la morgue – soumise aux cotisations de sécurité sociale – cotisations de pension	YES	YES	2005/1	9999/4	01/01/2005	31/12/9999
855	1	Suppléments de traitement accordés en application des points 6.2 et 6.3 de la Charte sociale du 28.04.1994 de la Région de Bruxelles-Capitale – soumis aux cotisations de sécurité sociale – cotisations de pension	YES	YES	2005/1	9999/4	01/01/2005	31/12/9999

Indemnités supplémentaires pour catégories spécifiques de personnel - médecins

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
524	20	Quote-part variable dans le pool - exonérée de cotisations sociales conformément à l'article 30	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
921	1	Barème, traitement garanti et quote-part garantie dans le pool ou honoraires	YES	YES	2004/3	2010/4	01/01/1900	31/12/2010
924	1	Quote-part variable dans le pool - soumise aux cotisations sociales	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999

Indemnités supplémentaires pour catégories spécifiques de personnel - personnel de police (nouveau statut)

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
570	20	(nouveau statut) Diverses allocations et indemnités - exonérées	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
961	1	Supplément de traitement pour l'exercice d'un mandat (art. XI.II.17 de l'AR du 30-03-2001)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
962	1	Allocation prestations de samedi, dimanche, jour férié ou de nuit (art. XI.III.6 de l'AR du 30-03-2001)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
970	1	Diverses allocations et indemnités visées par l'AR du 30-3-2001 - soumises	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
971	1	Diverses allocations et indemnités autres que celles visées par l'AR du 30-3-2001 - soumises	YES	YES	2005/1	9999/4	01/01/2005	31/12/9999
974	1	Allocation pour le comptable spécial (art. 30 et art. 32 de la loi du 07-12-1998 et AR du 29-11-2001)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
975	1	Allocation pour le secrétaire (art. 29 et 32bis de la loi du 07-12-1998)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
976	2	Allocation de développement des compétences (art. XI.II.22bis de l'AR du 30-03-2001)	YES	YES	2007/1	9999/4	01/01/2007	31/12/9999
992	1	Allocation de transition (art. XII.XI de l'AR du 30-03-2001)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999

Indemnités supplémentaires pour catégories spécifiques de personnel - personnel de police (ancien statut)

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
556	20	Indemnités pour frais exposés lors d'exercice de missions de police judiciaire (par ex.: AR du 22-12-1997)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
558	20	Supplément de traitement accordé aux commissaires de police adjoint qui effectuent un service de garde dans le cadre d'une permanence de 22h à 6h les dimanches et jours fériés (circulaire ministérielle du 30-12-1971) - exonéré de cotisations sociales conformément à l'article 30	YES	YES	2004/3	2008/4	01/01/1900	31/12/2008
591	20	Allocations et indemnités spécifiques - exonérées - ex-gendarmes, ex-membres de la police judiciaire et ex-militaires qui ont choisi l'ancien statut	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
952	1	Supplément de traitement accordé aux inspecteurs de la police locale investis de la qualité d'officier de police locale, substitut du procureur du roi (POL 45 du 21-05-1993 et AR du 20-06-1994)	YES	YES	2004/3	2008/4	01/01/1900	31/12/2008
958	1	Supplément de traitement accordé aux commissaires de police adjoint qui effectuent un service de garde dans le cadre d'une permanence de 22h à 6h les dimanches et jours fériés (circulaire ministérielle du 30-12-1971) - soumis aux cotisations sociales	YES	YES	2004/3	2008/4	01/01/1900	31/12/2008

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
991	1	Allocations et indemnités spécifiques - soumises - ex-gendarmes, ex-membres de la police judiciaire et ex-militaires qui ont choisi l'ancien statut	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999

Indemnités supplémentaires pour catégories spécifiques de personnel - personnel de police (ancien statut) et services publics d'incendie

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
557	20	Supplément de traitement annuel pour le chef des services d'incendie (circulaire ministérielle du 21-01-1973, circulaire ministérielle du 23-01-1975 et AR du 20-06-1994) - exonéré de cotisations sociales conformément à l'article 30	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
951	2	Supplément de traitement alloué aux officiers de la police communale et du service d'incendie qui prennent part à la permanence respectivement du corps de police ou du corps des pompiers (POL 44 et circulaire du 03-03-1995)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
957	2	Supplément de traitement annuel pour le chef des services d'incendie (circulaire ministérielle du 21-01-1973, circulaire ministérielle du 23-01-1975 et AR du 20-06-1994) - soumis aux cotisations sociales	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999

Indemnités supplémentaires pour catégories spécifiques de personnel - personnel enseignant

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
501	20	Indemnités pour prestations complémentaires - exonérées sur base de l'article 19, §2 9° de l'AR du 28-11-1969 (par ex.: surveillance dans les écoles maternelles et primaires, accompagnement dans le bus)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
502	20	Indemnité pour prestations complémentaires - AR 418 du 16-07-1986 (par ex.: surveillance autre que les surveillances dans les écoles maternelles et primaires) - exonérée de cotisations sociales conformément à l'article 30	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
503	20	Indemnité pour prestations complémentaires - autres que AR 418 du 16-07-1986 – exonérée de cotisations sociales conformément à l'article 30	YES	YES	2004/3	2009/1	01/01/1900	31/03/2009
506	20	Suppléments sans lien avec les prestations fournies - exonérés de cotisations sociales conformément à l'article 30 (par ex. : allocation	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
		d'ancienneté)						
902	1	Indemnité pour prestations complémentaires - AR 418 du 16-07-1986 (par ex.: surveillance autre que les surveillances dans les écoles maternelles et primaires) - soumise aux cotisations sociales	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
903	1	Indemnité pour prestations complémentaires - autres que AR 418 du 16-07-1986 - soumise aux cotisations sociales	YES	YES	2004/3	2010/4	01/01/1900	31/12/2010
906	2	Suppléments - sans lien avec les prestations fournies - soumis aux cotisations sociales (par ex. : allocation d'ancienneté)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999

Indemnités supplémentaires pour catégories spécifiques de personnel - personnel infirmier et soignant

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
510	20	Supplément de traitement pour prestations irrégulières telles que définies dans la circulaire de la Santé et de la Famille du 03-11-1972 - exonéré de cotisations sociales conformément à l'article 30	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
512	20	Supplément de traitement pour prestations de nuit (par exemple 2,05 EUR/heure sur base de la circulaire ministérielle du 17-04-1989) - exonéré de cotisations sociales conformément à l'article 30	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
910	1	Supplément de traitement pour prestations irrégulières telles que définies dans la circulaire du Ministère de la Santé et de la Famille du 03-11-1972 - soumis aux cotisations sociales	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
912	1	Supplément de traitement pour prestations de nuit (par exemple 2,05 EUR/heure sur base de la circulaire ministérielle du 17-04-1989) - soumis aux cotisations sociales	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
914	1	4, 8 ou 12 % personnel soignant chef de service	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
916	1	Supplément de traitement pour prestations de week-end et jours fériés (par exemple 1,02 EUR/heure sur base de la circulaire Inami du 17-07-1992)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
917	2	Prime d'attractivité - AR du 12-05-2006 et accord fédéral de santé du secteur public de 23-06-2005	YES	YES	2007/1	9999/4	01/01/2007	31/12/9999
918	2	Prime annuelle de 12,67 EUR applicable aux institutions ressortant de la sous commission paritaire des hôpitaux privés (CCT du 22-10-1991)	YES	YES	2004/3	2006/4	01/01/1900	31/12/2006
919	2	Prime annuelle de 148,74 EUR applicable aux institutions ressortant de la sous commission paritaire des hôpitaux privés (CCT du 22-10-1991)	YES	YES	2004/3	2006/4	01/01/1900	31/12/2006

Indemnités supplémentaires pour catégories spécifiques de personnel - pompiers volontaires

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
541	20	Indemnités pour prestations extraordinaires qui n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul du montant plancher de 785,95 EUR (article 17 quater de l'AR du 28-11-1969)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
542	20	Indemnités pour prestations ordinaires qui entrent en ligne de compte pour le calcul du montant plancher de 785,95 EUR (article 17 quater de l'AR du 28-11-1969) - exonérées	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
940	1	Indemnités pour prestations effectuées dans le cadre du service 100	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
942	1	Indemnités pour prestations ordinaires qui entrent en ligne de compte pour le calcul du montant plancher de 785,95 EUR (article 17 quater de l'AR du 28-11-1969) - soumises	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999

Maladies professionnelles - secteur public

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
140	1	Indemnité pour période d'incapacité temporaire en raison d'une maladie professionnelle reconnue (art. 21 du 21-01-1993)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999

Pécule de vacances

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
310	20	(Double) pécule de vacances - prime copernic	YES	YES	2004/3	2008/4	01/01/1900	31/12/2008
311	20	Simple pécule de vacances pour les jours de congé qui à la fin de l'année de vacances n'ont pas été pris suite à une impossibilité de les prendre (art. 67 de l'AR du 30-3-1967)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
312	20	Double pécule de vacances autre que le personnel de police	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
313	11	Simple pécule de vacances sortie de service - pour les temporaires (loi du 24-07-1987), et les contractuels subventionnés et les travailleurs article 60 en région flamande et bruxelloise	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
314	20	Double pécule de vacances sortie de service	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
315	1	Simple pécule de vacances - occupation précédente - pour les temporaires (loi du 24-07-1987), et les contractuels subventionnés et les travailleurs article 60 en région flamande et bruxelloise	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
316	20	Double pécule de vacances - personnel de police	YES	YES	2005/1	9999/4	01/01/2005	31/12/9999
317	7	Simple pécule de vacances sortie de service - pour les agents contractuels autres que les temporaires (loi du 24-07-1987), et autres que les contractuels subventionnés et les travailleurs article 60 en région flamande et bruxelloise	YES	YES	2007/1	9999/4	01/01/2007	31/12/9999
318	12	Simple pécule de vacances - occupation précédente - pour agents contractuels autres que les temporaires (loi du 24-07-1987), et autres que les contractuels subventionnés et les travailleurs article 60 en région flamande et bruxelloise	YES	YES	2007/1	9999/4	01/01/2007	31/12/9999
349	20	Double pécule de vacances sortie de service du 3ème au 5ème jour de la 4ème semaine de vacances	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
350	20	Double pécule de vacances du 3ème au 5ème jour de la 4ème semaine de vacances	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999

Salaire de base

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
101	1	Rémunération de base indexée (sans primes ni indemnités légales ou extra légales)	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
110	20	Rémunération de base indexée accordée à un agent nommé détaché à l'étranger, qui entre en considération pour la pension publique	YES	YES	2005/1	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
120	1	Rémunération payée à un membre du personnel nommé à titre définitif qui est absent dans le cadre d'une mesure de réorganisation du temps de travail – soumis aux cotisations sociales - pas de cotisations de pension	YES	YES	2005/1	2010/4	01/01/1900	31/12/2010
120	51	Rémunération payée à un membre du personnel nommé à titre définitif qui est absent dans le cadre d'une mesure de réorganisation du temps de travail – soumis aux cotisations sociales - pas de cotisations de pension	YES	YES	2011/1	9999/4	01/01/2011	31/12/9999
150	1	Allocation d'activation accordée par l'ONEM ou le CPAS à un travailleur engagé dans le cadre d'une mesure pour l'emploi	YES	YES	2010/1	9999/4	01/01/2010	31/12/9999

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
160	1	Partie de la rémunération (10%) réservée à la formation des travailleurs engagés dans le cadre des conventions de 1er emploi - art. 33, § 2 de la loi du 24-12-1999	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
170	51	Rémunération payée à un membre du personnel nommé à titre définitif qui est totalement absent dans le cadre d'une mesure de réorganisation du temps de travail – soumis aux cotisations sociales - cotisations de pension	YES	YES	2011/1	9999/4	01/01/2011	31/12/9999

Salaire garanti en cas de maladie ou d'accident

Code DMFA APL	Code DMFA	Libellé	DMFA PPL	DRS PPL	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre	Date de début de validité	Date de fin de validité
212	20	Maladie ou accident : l'indemnité correspondant à 60% de la partie de la rémunération normale ne dépassant pas le montant limite entrant en ligne de compte pour le calcul de l'indemnité d'assurance maladie - invalidité pour la période de 7 jours faisant suite à la rémunération hebdomadaire garantie - Concerne les travailleurs manuels non nommés et les travailleurs intellectuels non nommés qui ont au moins 1 mois d'ancienneté et qui sont soit en période d'essai, soit engagés pour une période de moins de 3 mois, soit engagés pour un travail précis ne dépassant pas 3 mois	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
213	20	Maladie ou accident : supplément - 2e, 3e et 4e semaine de maladie - uniquement pour les ouvriers et employés contractuels engagés à l'essai ou pour moins de 3 mois	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999
215	20	Maladie ou accident : supplément - autres compléments concernant accident ou maladie	YES	YES	2004/3	9999/4	01/01/1900	31/12/9999

Commentaire Code DMFA

Les valeurs de la catégorie "Déclaration Risque Social - salaire exact" doivent être lues avec le domaine de définition de la zone dans la DRSPPL où il est fait référence à l'annexe 32.

DmfA APL PPO Update - Annexe numéro 37: Valeurs autorisées pour le "type de cotisation" en fonction des codes
travailleurs et des catégories d'employeur
Version: 2012/2

Date de publication:

29/05/2012

*L'annexe est modifiée: Vous trouverez le détail des modifications -en gras- dans les documents Word
et PDF*

Contenu de l'annexe: 



AN2012-1-FR37.pdf



AN2012-1-FR37.doc



AN2012-1-FR37.xls



AN2012-1-FR37.txt



AN2012-1-FR37.xml

Information intermédiaire:

0

Type de cotisation	Code travailleur cotisation	Catégorie d'employeur	Cotisation ordinaire	# Travailleurs	Date de début de validité	Date de fin de validité
0	1xx (travailleurs ouvriers)	951 - 952	Cotisation rémunérations 100%		01/01/1900	01/01/9999
0	2xx (travailleurs intellectuels)	951 - 952	Cotisation rémunérations 100%		01/01/1900	01/01/9999
0	3xx (définitifs)	971-974;976	Cotisation rémunérations 100%		01/01/2012	01/01/9999
0	6xx (définitifs)	953 - 957	Cotisation rémunérations 100%		01/01/1900	01/01/9999
0	6xx (définitifs)	971 - 976	Cotisation rémunérations 100%		01/01/2012	01/01/9999
0	7xx (catégories spécifiques) à l'exception du code 741 (artistes)	958	Cotisation rémunérations 100%		01/01/1900	01/01/9999
0	842-843 (cotisations régime de pension complémentaire - contractuels)	951-952	Cotisation rémunérations 100%		01/01/2010	01/01/9999
0	872, 873 et 874 (chômeurs avec complément d'entreprise)	959	Cotisation RCC		01/04/2012	01/01/9999
0	879, 880, 881, 882, 884 et 886 (chômeurs avec complément d'entreprise)	959	Cotisation RCC		01/04/2010	01/01/9999
0	8xx (cotisations spéciales) à l'exception des codes 842, 843, 872, 873, 874 , 879, 880, 881, 882, 884 et 886		Cotisation rémunérations 100%		01/01/1900	01/01/9999

1

Type de cotisation	Code travailleur cotisation	Catégorie d'employeur	Cotisation ordinaire	# Travailleurs	Date de début de validité	Date de fin de validité
1	741 (artistes)	958	Cotisation rémunérations 108%		01/01/1900	01/01/9999
1	842-843 (cotisations régime de pension complémentaire - contractuels)	951 - 952	Cotisation rémunérations 100%		01/01/2010	01/01/9999
1	872, 873 et 874 (chômeurs avec complément d'entreprise)	959	Cotisation RCC		01/04/2012	01/01/9999
1	879, 880, 881, 882, 884 et 886 (chômeurs avec complément d'entreprise)	959	Cotisation RCC		01/04/2010	01/01/9999

2

Type de cotisation	Code travailleur cotisation	Catégorie d'employeur	Cotisation ordinaire	# Travailleurs	Date de début de validité	Date de fin de validité
2	842-843 (cotisations régime de pension complémentaire - contractuels)	951 - 952	Cotisation rémunérations 100%		01/01/2010	01/01/9999
2	872, 873 et 874 (chômeurs avec complément d'entreprise)	959	Cotisation RCC		01/04/2012	01/01/9999
2	879, 880, 881, 882 et 884 (chômeurs avec complément d'entreprise)	959	Cotisation RCC		01/04/2010	01/01/9999

3

Type de cotisation	Code travailleur cotisation	Catégorie d'employeur	Cotisation ordinaire	# Travailleurs	Date de début de validité	Date de fin de validité
3	842-843 (cotisations régime de pension complémentaire - contractuels)	951 - 952	Cotisation rémunérations 100%		01/01/2010	01/01/9999
3	872, 873 et 874 (chômeurs avec complément d'entreprise)	959	Cotisation RCC		01/04/2012	01/01/9999
3	879, 880, 881, 882 et 884 (chômeurs avec complément d'entreprise)	959	Cotisation RCC		01/04/2010	01/01/9999

4

Type de cotisation	Code travailleur cotisation	Catégorie d'employeur	Cotisation ordinaire	# Travailleurs	Date de début de validité	Date de fin de validité
4	842 (cotisations régime de pension complémentaire - contractuels)	951 - 952	Cotisation rémunérations 100%		01/01/2010	01/01/9999
4	872, 873 et 874 (chômeurs avec complément d'entreprise)	959	Cotisation RCC		01/04/2012	01/01/9999
4	879, 880, 881, 882 et 884 (chômeurs avec complément d'entreprise)	959	Cotisation RCC		01/04/2010	01/01/9999

5

Type de cotisation	Code travailleur cotisation	Catégorie d'employeur	Cotisation ordinaire	# Travailleurs	Date de début de validité	Date de fin de validité
5	842 (cotisations régime de pension - complémentaire contractuels)	951 - 952	Cotisation rémunérations 100%		01/01/2010	01/01/9999

6

Type de cotisation	Code travailleur cotisation	Catégorie d'employeur	Cotisation ordinaire	# Travailleurs	Date de début de validité	Date de fin de validité
6	842 (cotisations régime de pension - complémentaire contractuels)	951 - 952	Cotisation rémunérations 100%		01/01/2010	01/01/9999

7

Type de cotisation	Code travailleur cotisation	Catégorie d'employeur	Cotisation ordinaire	# Travailleurs	Date de début de validité	Date de fin de validité
7	842 (cotisations régime de pension - complémentaire contractuels)	951 - 952	Cotisation rémunérations 100%		01/01/2010	01/01/9999

8

Type de cotisation	Code travailleur cotisation	Catégorie d'employeur	Cotisation ordinaire	# Travailleurs	Date de début de validité	Date de fin de validité
8	842 (cotisations régime de pension - complémentaire contractuels)	951 - 952	Cotisation rémunérations 100%		01/01/2010	01/01/9999

Date de publication:

29/05/2012

L'annexe est modifiée: Vous trouverez le détail des modifications -en gras- dans les documents Word et PDF

Contenu de l'annexe: 



AN2012-2-FR44.pdf



AN2012-2-FR44.doc



AN2012-2-FR44.xls



AN2012-2-FR44.txt



AN2012-2-FR44.xml

Information intermédiaire:

Code	Description	DMFA	DMFAPPL	Capelo DHG	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre
1	Mesure de réduction du temps de travail dans le cadre d'un plan de redistribution du travail approuvé par le Ministre de l'emploi et du travail	Yes	No	No	2003/1	9999/4
1	Mesure de réduction du temps de travail dans le cadre d'un plan de redistribution du travail approuvé par le Ministre de l'emploi et du travail	No	Yes	No	2005/1	2005/3
2	Systèmes prévus par la CCT n° 42 du 12 juin 1987 relative à l'instauration de nouveaux régimes de travail dans les entreprises. Les expérimentations Hansenne (A.R. 179 du 30/12/1982) ne sont pas comprises.	Yes	No	No	2003/1	9999/4
3	Interruption complète de la carrière professionnelle (uniquement les systèmes où une intervention de l'ONEm est prévue)	Yes	Yes	Yes	2003/1	9999/4
4	Interruption partielle de la carrière professionnelle (uniquement les systèmes où une intervention de l'ONEm est prévue)	Yes	Yes	Yes	2003/1	9999/4
5	Travail adapté avec perte de salaire c'est à dire lorsque le travailleur accomplit des prestations de travail effectives pour lesquelles il perçoit une rémunération réduite.	Yes	Yes	No	2003/1	9999/4
6	Prépension à mi-temps	Yes	No	No	2003/1	9999/4
7	Réduction des prestations dans le secteur public en application de la loi du 10 avril 1995 (semaine volontaire de quatre jours, départ anticipé à mi-temps)	Yes	Yes	Yes	2003/1	9999/4
107	Travailleur contractuel ou statutaire qui suit un projet de formation pour infirmiers dans le cadre du Maribel Social et qui est rémunéré durant son absence au travail parce qu'il suit une formation dans le cadre d'un enseignement à temps plein ou d'un enseignement de promotion sociale en vue d'être diplômé ou gradué en soins infirmiers.	No	Yes	No	2005/1	2005/1
301	Interruption totale de la carrière pour congé parental	No	No	Yes	2011/1	9999/4
302	Interruption totale de la carrière en vue d'assurer des soins palliatifs	No	No	Yes	2011/1	9999/4
303	Interruption totale de la carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave	No	No	Yes	2011/1	9999/4
401	Interruption partielle de la carrière pour congé parental	No	No	Yes	2011/1	9999/4
402	Interruption partielle de la carrière en vue d'assurer des soins palliatifs	No	No	Yes	2011/1	9999/4
403	Interruption partielle de la carrière pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre de son ménage ou à un membre de sa famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave	No	No	Yes	2011/1	9999/4
501	Absence (totale ou partielle) assimilée à de l'activité de service ou à du service actif avec une rémunération autre que le traitement d'activité	Yes	Yes	Yes	2011/1	9999/4
502	Absence (totale ou partielle) assimilée à de l'activité de service et non rémunérée	Yes	Yes	Yes	2011/1	9999/4
503	Absence (totale ou partielle) assimilée à de l'activité de service, préalable à la mise à la retraite avec traitement d'attente	Yes	Yes	Yes	2011/1	9999/4
504	Congé parental	Yes	Yes	Yes	2011/1	9999/4

Code	Description	DMFA	DMFAPPL	Capelo DHG	Valide à partir du trimestre	Valide jusqu'au trimestre
505	Absence non rémunérée et assimilée à de l'activité de service en vue d'exercer une activité professionnelle (stage, intérim dans l'enseignement, mission, mandat, ...)	Yes	Yes	Yes	2011/1	9999/4
506	Prestations réduites pour convenances personnelles	Yes	Yes	Yes	2011/1	9999/4
507	Disponibilité (totale ou partielle) avec traitement d'attente et maintien du droit à l'avancement de traitement	Yes	Yes	Yes	2011/1	9999/4
508	Disponibilité (totale ou partielle) avec traitement d'attente et perte du droit à l'avancement de traitement	Yes	Yes	Yes	2011/1	9999/4
509	Disponibilité (totale ou partielle) préalable à la mise à la retraite avec traitement d'attente	Yes	Yes	Yes	2011/1	9999/4
510	Absence (totale ou partielle) non rémunérée avec position de non-activité, ou disponibilité sans traitement d'attente, ou toute forme de non-activité sans traitement pour les militaires	Yes	Yes	Yes	2011/1	9999/4
511	Absence (totale ou partielle) rémunérée avec position de non-activité ou disponibilité volontaire avec activité professionnelle sans autorisation pour les militaires	Yes	Yes	Yes	2011/1	9999/4
512	Congé sans traitement avec position de non-activité	Yes	Yes	Yes	2011/1	9999/4
513	Congé d'office pour mission d'intérêt général en vue d'exercer une fonction de management ou une fonction d'encadrement dans un service public	Yes	Yes	Yes	2011/1	9999/4
521	Absence (totale ou partielle) non rémunérée par l'employeur pour un travailleur contractuel	No	No	Yes	2011/1	9999/4
531	Disponibilité (totale ou partielle) par défaut d'emploi sans traitement d'attente (enseignement)	Yes	Yes	Yes	2011/1	9999/4
541	Retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière (militaires), ou interruption de carrière avec allocation à charge de l'employeur	Yes	No	Yes	2011/1	9999/4
542	Retrait temporaire d'emploi pour motif de santé (militaires)	Yes	No	Yes	2011/1	9999/4
543	Retrait temporaire d'emploi par mesure disciplinaire ou toute autre période de non-activité rémunérée (militaires)	Yes	No	Yes	2011/1	9999/4
544	Congé ou interruption de carrière pour soins palliatifs, congé de protection parentale ou interruption de carrière pour congé parental, congé ou interruption de carrière pour soins à un parent gravement malade, avec allocation à charge de l'employeur	Yes	No	Yes	2011/1	9999/4
545	Disponibilité automatique (militaires)	Yes	No	Yes	2011/1	9999/4
546	Disponibilité volontaire (militaires)	Yes	No	Yes	2011/1	9999/4
599	Absences simultanées impliquant une combinaison de mesures de réorganisation du temps de travail pour un travailleur statutaire du secteur public	Yes	Yes	No	2012/2	9999/4

NUMERO DU BLOC: 90317	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

**Occupation de la ligne travailleur ONSSAPL - Modification
(Label XML : NOSSLPAOccupationUpdate)**

DESCRIPTION: Bloc fonctionnel permettant de déclarer les données relatives à une occupation, inclus le numéro de version de l'occupation à modifier, pour un employeur immatriculé à l'ONSSAPL.

CONTENU (ZONES):

- 00043 - NUMÉRO D'OCCUPATION
- 00044 - DATE DE DÉBUT DE L'OCCUPATION
- 00045 - DATE DE FIN DE L'OCCUPATION
- 00047 - NOMBRE DE JOURS PAR SEMAINE DU RÉGIME DE TRAVAIL
- 00050 - TYPE DU CONTRAT
- 00049 - NOMBRE MOYEN D'HEURES PAR SEMAINE DE LA PERSONNE DE RÉFÉRENCE
- 00053 - STATUT DU TRAVAILLEUR
- 00048 - NOMBRE MOYEN D'HEURES PAR SEMAINE DU TRAVAILLEUR
- 00051 - MESURE DE RÉORGANISATION DU TRAVAIL
- 00052 - MESURE DE PROMOTION DE L'EMPLOI
- 00054 - NOTION PENSIONNÉ
- 00055 - TYPE D'APPRENTISSAGE
- 00056 - MODE DE RÉMUNÉRATION
- 00057 - NUMÉRO DE FONCTION
- 00060 - PAIEMENT EN DIXIÈMES OU DOUZIÈMES
- 00617 - RÉFÉRENCE UTILISATEUR - OCCUPATION DE LA LIGNE TRAVAILLEUR
- 00625 - JUSTIFICATION DES JOURS
- 00228 - CODE NACE
- 00619 - NUMÉRO DE VERSION DE L'OCCUPATION DE LA LIGNE TRAVAILLEUR

"Blocs liés" sont modifiés:

BLOCS LIÉS: 90313 - Occupation - Informations; 90018 - Prestation de l'occupation ligne travailleur; 90019 - Rémunération de l'occupation ligne travailleur; 90411 - Données de l'occupation relatives au secteur public; 90438 - Mesures de réorganisation du travail simultanées - Informations; 90109 - Déduction occupation

CARDINALITE MIN.: 0
CARDINALITE MAX: *

PRESENCE
***CONDITION:** Cardinalité 0 si la ligne travailleur est annulée.
Cardinalité 0 si la ligne travailleur ne concerne pas un code travailleur cotisation ordinaire.
Cardinalité 1 ...* si la ligne travailleur concerne un code travailleur cotisation ordinaire.

***LIMITATIONS SUPPLEMENTAIRES:**

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Incompatibilité code travailleur	90317-030	B
Erreur de séquence	90317-091	B
Nombre total de jours incompatible avec le trimestre de déclaration pour l'occupation	90317-095	B
Nombre total de jours incompatible avec le régime de travail pour l'occupation	90317-096	B
Pas de données	90317-134	B
Non admis	90317-146	B
Cumul déductions occupation non admis	90317-162	NP
Indemnité de rupture présente avec d'autres rémunérations	90317-169	B
EmployerDeclarationPID - Discordance avec la DB DmfA	90317-177	B
DeclNaturalPersonPID - Discordance avec la DB DmfA	90317-178	B
Nombre total de jours insuffisant selon le régime de travail au sein de l'occupation	90317-243	B
Fraction d'occupation erronée	90317-244	B
Hiatus entre deux occupations (ou éléments de carrière) avec motif de fin de la relation statutaire	90317-389	I
Lignes de données de l'occupation relatives au secteur public non strictement successives	90317-393	NP

NUMERO DU BLOC: 90438	VERSION: 2012/2	DATE DE PUBLICATION: 29/05/2012
-----------------------	-----------------	---------------------------------

Mesures de réorganisation du travail simultanées - Informations
(Label XML : ReorgMeasureInformation)

DESCRIPTION: Bloc fonctionnel permettant de déclarer des informations relatives à des mesures de réorganisation du travail simultanées.

CONTENU (ZONES): 00051 - MESURE DE RÉORGANISATION DU TRAVAIL
01030 - POURCENTAGE DE LA MESURE DE RÉORGANISATION DU TRAVAIL

BLOCS LIES:

CARDINALITE MIN.: 0
CARDINALITE MAX: 2

PRESENCE
***CONDITION:** Cardinalité 2 si la zone 00051 au niveau de l'occupation est complétée avec la valeur 599.
Sinon, cardinalité 0.
***LIMITATIONS**
SUPPLEMENTAIRES: Une mesure de réorganisation du travail ne peut se retrouver qu'une seule fois par occupation.

CODE ANOMALIE SUR ACCUSE DE RECEPTION:

Intitulé anomalie	Code anomalie	Gravité
Non présent	90438-001	B
Trop d'occurrences avec les mêmes identifiants	90438-006	B
Incompatibilité code travailleur	90438-030	B
Pas d'application	90438-053	B
Erreur de cardinalité	90438-090	B
Erreur de séquence	90438-091	B
Non admis	90438-146	B